

Sciences économiques et sociales – enseignement spécifique

Terminale ES

Ouvrage collectif sous la direction de Philippe Deubel

Corrigés des exercices

ECONOMIE

Quelles sont les sources de la croissance économique ?

Exercice 1

Indiquez si les informations suivantes sont vraies ou fausses et justifiez votre réponse.

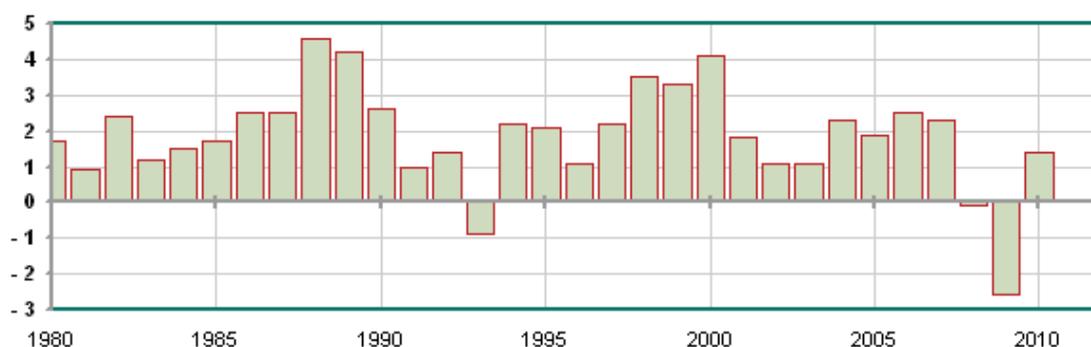
Propositions	Vrai	Faux	Justifiez votre réponse
1. A l'échelle de l'histoire humaine, la croissance est un phénomène récent.	X		L'envol de la croissance a lieu à partir du 18 ^{ème} siècle
2. La dépression se caractérise par un ralentissement de la croissance.		X	La dépression se caractérise par un taux de variation négatif. Le volume de biens et de services produits est moins élevé que la période précédente.
3. La mesure du PIB surestime les activités marchandes par rapport aux activités non marchandes	X		Les activités non marchandes sont évaluées au coût des facteurs
4. Le PIB est un bon indicateur de bien être		X	L'aspect qualitatif n'est pas pris en compte ainsi que la hausse des inégalités, les coûts sociaux du chômage, de l'alcoolisme, des accidents de la route, de l'épuisement des ressources naturelles,.....
5. Les rendements sont décroissants si la production augmente moins que proportionnellement à la quantité de facteurs de production.	X		
6. Pour Robert Solow, l'origine du progrès technique est exogène.	X		
7. Les théoriciens de la croissance endogène remettent en cause le rôle de l'Etat dans l'économie.		X	Ils réhabilitent le rôle de l'Etat dans l'économie dans la recherche et le développement, l'éducation mais aussi les infrastructures.

8. Selon Schumpeter, l'innovation joue un rôle fondamental dans la croissance	X		
9. Les facteurs de production sont les seuls facteurs de croissance.		X	Le progrès technique, les institutions et le droit de propriété jouent un rôle important dans le processus de croissance
10. Les droits de propriété incitent les individus à créer et à valoriser les actifs.	X		

Exercice 2 : Classez les expressions suivantes dans le tableau ci-dessous : non déflaté ; déflaté ; réel ; nominal ; en volume ; euros courants ; euros constants ; en valeur.

En valeur	En volume
Non déflaté	Déflaté
Nominal	Réel
Euros courants	Euros constants

Exercice 3 : Taux de croissance du PIB en volume de 1980 à 2010.



- 1- En 1993 le PIB a baissé de 1% et en 2010 le PIB a augmenté de 1,5%.
- 2- L'unité en volume est déflaté, c'est-à-dire que l'effet de l'augmentation des prix est supprimé.
- 3- En 2000 on peut parler de croissance car le taux de croissance du PIB est de 4% en revanche en 2009 le PIB baisse de 2,5% ce qui caractérise une récession.
- 4- Complétez : La croissance du PIB en volume a augmenté de 3,8 points de 2009 à 2010.
- 5- La croissance du PIB en volume est de plus en plus faible de 2000 à 2002.
- 6- Le PIB en volume augmente de 2000 à 2002 mais de moins en moins.

Exercice 4 : La croissance du PIB de la France en valeur et en volume en milliards d'euros.

	2005	2006	2007	2008	2009
PIB en valeur	1726,1	1806,4	1895,39	1948,5	1907,58
Indice des prix, base 100 en 2000	110,3	112,88	115,7	118,7	119,29
PIB en volume	1564,9	1600,2	1638,2	1641,7	1599,11

Source : INSEE, Comptes nationaux.

- 1- En France en 2005 d'après l'INSEE, le PIB en valeur est de 1564,91 milliards d'euros.
- 2- Pour mesurer la hausse des quantités produites, les économistes préfèrent la mesure en volume.

- 3- Le taux d'inflation entre 2000 et 2008 est de 10,3%.
- 4- Voir tableau
- 5- Voir tableau
- 6- La croissance nominale entre 2005 et 2009 est de 10,51%.
- 7- La croissance réelle est de 2,18% entre 2005 et 2009.

Exercice 5 : La contribution à la croissance des facteurs de production.

Dans ce tableau apparaissent les contributions à la croissance pour la période 1951 / 1973. Les quantités de travail contribuent à 0,35 point de croissance et ont donc un impact positif sur la croissance pendant cette période, en France ; les quantités de capital contribuent à 1,35 point de croissance ; la qualité du travail explique 0,4 points de croissance et la qualité du capital repérée par l'âge des machines explique 0,3 points de croissance ; au total, les quantités de capital et de travail expliquent 2,4 points de croissance. Il reste donc un 'résidu' de 3 points de croissance, identifié au progrès technique ; ce résidu, cette part inexpliquée représente 55 % de la croissance économique.

Sujet de baccalauréat : Epreuve composée

Introduction : Les indicateurs économiques sont omniprésents dans la vie publique. Des comparaisons des niveaux de production sont régulièrement publiées. Elles s'appuient pour la plupart sur le PIB.

Le PIB, produit intérieur brut, est le principal agrégat de la comptabilité nationale, qui mesure la création de richesse au niveau national. Il représente la somme des valeurs ajoutées, créées par les différentes unités de production installées sur le territoire français. Il s'élevait à 1907 milliards d'euros en volume en 2009. De quoi est-il composé ?, quelles sont les limites de cet outil ?

La mesure du PIB, internationalement reconnu, marque l'intérêt de cet outil (I), même si des limites dans la comptabilisation sont à observer(II).

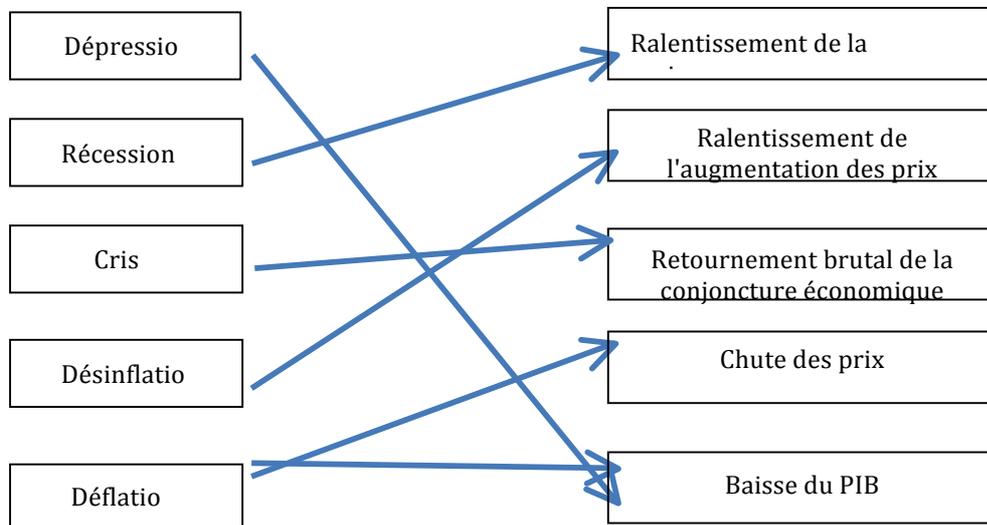
- I) La mesure du PIB
 - a. La somme des valeurs ajoutées.
 - b. Le PIB mesure la richesse créée par les différentes unités résidentes et $PIB = PIB \text{ marchand} + PIB \text{ non marchand}$.
- II) Les limites du PIB
 - a. Ce qui n'est pas pris en compte dans le PIB : travail domestique, entraide, ..
 - b. Ce qui est mal pris en compte dans le PIB : les dégâts sur l'environnement, les accidents de la route, les dégâts de l'alcool et du tabac,...

Conclusion : Le PIB est un indicateur économique important tant sur le plan national qu'au niveau international. En conséquence son mode de calcul s'avère déterminant, d'autant que de nombreuses décisions de politiques économiques découlent de son niveau.

Mais, comme tout outil statistique, il ne reflète pas totalement la réalité. Sa mesure reste conventionnelle et son mode d'élaboration doit être sans cesse amélioré.

Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

EXERCICE 1 : RELIEZ A CHAQUE DEFINITION LE TERME QUI CONVIENT :



EXERCICE 2 : TAUX DE CROISSANCE DU PIB AUX ÉTATS-UNIS

De 1997 à 2000, les Etats-Unis ont connu une période d'assez forte **croissance** : les taux de croissance ont toujours été bien supérieurs à 3 %. 2001 a été une année **de crise économique** (la crise des « nouvelles technologies ») : le taux de croissance a fortement diminué, on peut parler de **récession**. La reprise est rapidement survenue et la **croissance** s'est accélérée jusqu'à 2004. Après quelques années de ralentissement de la croissance, 2008 a été marquée par une importante **crise économique** (la crise des « subprimes »). Cette crise a été bien plus importante que celle de 2001 et a conduit à la **dépression** en 2009 (avec un taux de croissance négatif). La reprise s'est enclenchée en 2010. Elle s'est confirmée depuis mais reste fragile.

EXERCICE 3 :



- 1- Le slogan « nos emplettes sont nos emplois » résume l'importance de la consommation comme moteur de croissance économique (point sur lequel a insisté, par exemple, John Maynard Keynes). La consommation est une demande adressée aux entreprises qui les pousse à investir et stimule donc leur activité. Cela les pousse à recruter et a un effet positif sur le volume d'emplois.
- 2- La crise économique peut avoir différentes explications qui, toutes, affectent la consommation :
 - en cas de crise du crédit, les consommateurs auront plus difficilement accès aux biens d'équipement (voir l'effet de la crise de 2008 sur la demande d'automobiles en France)

- en cas de diminution de l'activité des entreprises, le chômage risque d'augmenter et les salaires vont stagner, ce qui diminuera le pouvoir d'achat des consommateurs
- en cas de choc d'offre créateur d'inflation, comme le choc pétrolier, les consommateurs perdent du pouvoir d'achat.

EXERCICE 4 : Indiquez si la situation décrite correspond ou non à un choc d'offre. Justifiez.

- a) Introduction d'une nouvelle source d'énergie : c'est un choc d'offre positif. La nouvelle source d'énergie est une innovation.
- b) Choc pétrolier : c'est un choc d'offre négatif créateur d'inflation, ce qui affecte les conditions de production
- c) Chute de la consommation nationale : ce n'est pas un choc d'offre : c'est la demande qui est touchée.
- d) Diminution de la durée légale du travail : c'est un choc d'offre : les conditions de production sont touchées de façon importante par cette diminution de la durée du travail
- e) Montée rapide de la valeur de la monnaie : c'est un choc d'offre qui peut affecter fortement les entreprises exportatrices par exemple
- f) Investissements publics dans l'éducation pour augmenter la qualification de la main d'œuvre : ce n'est pas un choc d'offre : les conditions de production seront bien affectées mais seulement sur le long terme.

EXERCICE 5 : Dites si la proposition est vraie ou fausse et justifiez :

- a) Le crédit n'a aucun impact sur les fluctuations économiques.
FAUX : un resserrement du crédit peut conduire à une crise (voir crise de 2008). Au contraire, un crédit abondant peut être facteur de croissance. Il risque aussi de créer de l'inflation
- b) La crise de 2008 est, en partie, due à un resserrement du crédit.
VRAI : la crise de 2008 a d'abord eu des répercussions sur les marchés financiers et les banques ont accordé plus difficilement des crédits face à un premier ralentissement de l'activité. Ce « credit crunch » a déprimé l'activité économique.
- c) La politique monétaire a pour objectif de "lisser" les fluctuations économiques.
Elle peut chercher à stimuler l'activité économique en période de moindre croissance ou bien à lutter contre l'inflation en période de « surchauffe »
- d) Le taux d'intérêt doit toujours être le plus bas possible.
FAUX : un taux trop faible peut stimuler la création monétaire de façon excessive et être génératrice d'inflation.
- e) La baisse du taux d'intérêt directeur favorise toujours le crédit.
FAUX : Même en période de faible taux d'intérêt directeur, le crédit peut rester faible : lorsque les banques craignent une crise économique importante, elles sont réticentes à prêter aux entreprises (elles imposent alors des taux d'intérêts bien supérieurs au taux directeur). De la même façon, les banques ne se prêtent pas entre elles.

EXERCICE 6: Complétez le texte suivant, avec les termes : baisse, budgétaire, chômage, consommation (2), élevé, entreprises, investissements, monétaire, PIB, principales variables économiques, prix, profits, récession, réels

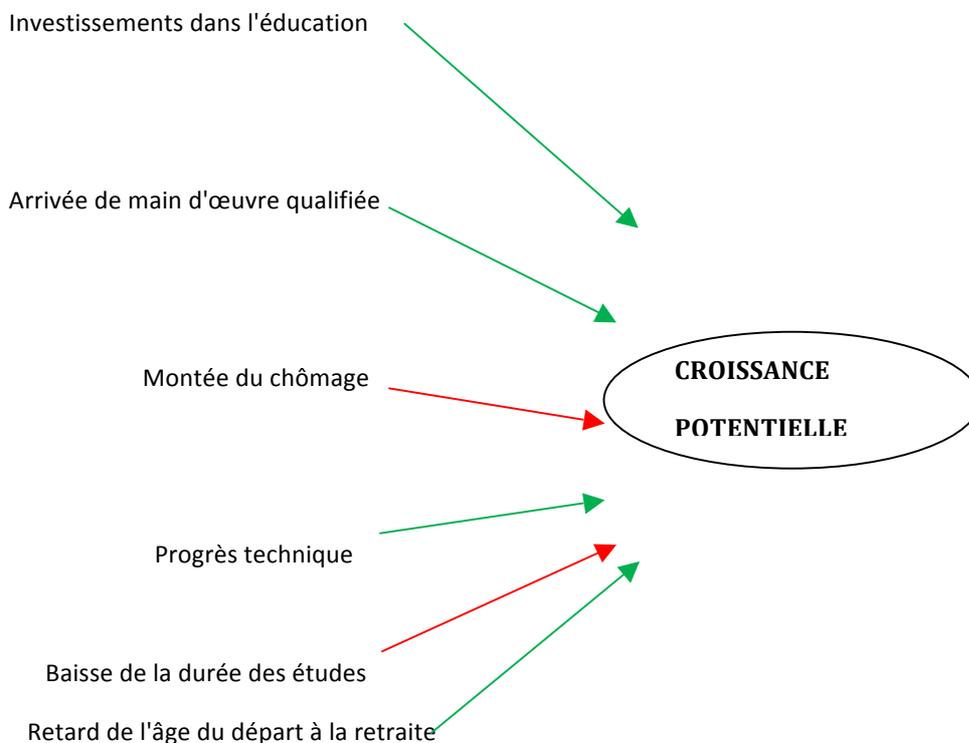
En période **de récession** un taux d'intérêt trop **élevé** peut conduire à la déflation. Celle-ci correspond à une baisse des **principales variables économiques**.

On peut la voir comme un cercle vicieux : la baisse des prix diminue les **profits** des entreprises. Elles diminuent alors leurs **investissements**. Ceci entraîne le PIB à **la baisse**. En parallèle, la **consommation** diminue car les ménages retardent leurs achats. Ceci renforce la baisse du **PIB**.

Tous ces facteurs entraînent l'apparition d'un **chômage** de masse, qui aggrave la situation en pénalisant **la consommation** et l'activité des **entreprises**.

Dans cette situation, la politique **monétaire** est inefficace : la baisse des prix diminue les taux d'intérêts **réels**. La politique **budgétaire** est, elle, rendue difficile par la baisse des recettes.

EXERCICE 7 : Indiquez si l'effet sur la croissance potentielle est positif ou négatif.



VERS LE BACCALAURÉAT

Sujet : Faut-il toujours lutter contre l'inflation ?

L'euro fête en 2012 les 10 ans de sa mise en circulation sous la forme de pièces et billets. Il est accusé par de nombreux citoyens européens d'avoir conduit à une hausse des prix à la consommation alors que la Banque Centrale Européenne a pour principale mission la lutte contre l'inflation.

L'inflation est une augmentation générale et durable du niveau des prix. Elle se mesure par la variation de l'indice des prix à la consommation.

Faut-il toujours lutter contre l'inflation ? Pourquoi chercher à limiter l'inflation ? En quoi la lutte contre l'inflation peut-elle avoir des répercussions négatives ?

I. L'inflation a des conséquences négatives qui justifient les politiques de désinflation

L'inflation peut résulter d'un choc extérieur

- Exemple du choc pétrolier de 1974 (documents 1 et 2)
 - Conséquences négatives sur le taux de croissance : l'inflation conduit à la récession et à un ralentissement de la production industrielle
1. *Elle a des conséquences négatives sur la consommation et l'investissement*
 - Effets sur la consommation (document 2)
 - Ralentissement de la production industrielle car ralentissement de l'investissement
 2. *Elle dégrade la situation extérieure des pays*
 - Hausse du prix des exportations et donc perte de compétitivité
 - Effet négatif sur le taux de change

II. La lutte contre l'inflation ne se justifie pas toujours et elle peut avoir des répercussions négatives

1. *Depuis les années 1990, peu d'inflation et peu de croissance*
 - Document 1 : à partir des années 1990, le taux d'inflation se maintient autour de 2 % et le taux de croissance a fortement ralenti par rapport à la période 1960-1974 (fin des « Trente Glorieuses »)
 - Document 3 : comparaison de la situation des Etats-Unis et de celle de la France
2. *En période de crise, la lutte contre l'inflation se justifie moins*
 - Depuis la crise de 2008, les tensions inflationnistes sont un peu moins importantes (ralentissement de la demande mondiale)
 - L'inflation peut alléger la charge de la dette (voir période des Trente Glorieuses où l'inflation est importante et les dépenses publiques aussi)
 - Relance par la politique monétaire : baisse du taux d'intérêt et création monétaire
3. *Le risque de déflation*
 - Situation du Japon entre 1993 et 2002 (document 3) : le taux d'inflation est faible, le taux de croissance du PIB est proche de zéro et le taux de croissance de l'investissement est négatif en moyenne.
 - Présentation des mécanismes qui conduisent à la déflation

Conclusion

L'inflation a des répercussions négatives sur le rythme de croissance de l'économie et sa situation à long terme, ce qui justifie qu'on lutte contre elle. Cependant, en période de faible croissance, la lutte contre l'inflation doit passer au second plan et une politique trop vigoureuse de désinflation risque de conduire à la déflation.

Débat sur la politique monétaire de la BCE dont l'objectif prioritaire est la lutte contre l'inflation, au détriment des politiques de plein emploi.

Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

EXERCICE 1 : DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL A SES FACTEURS D'EVOLUTION

Compléter le tableau suivant à l'aide des éléments donnés ci-dessous :

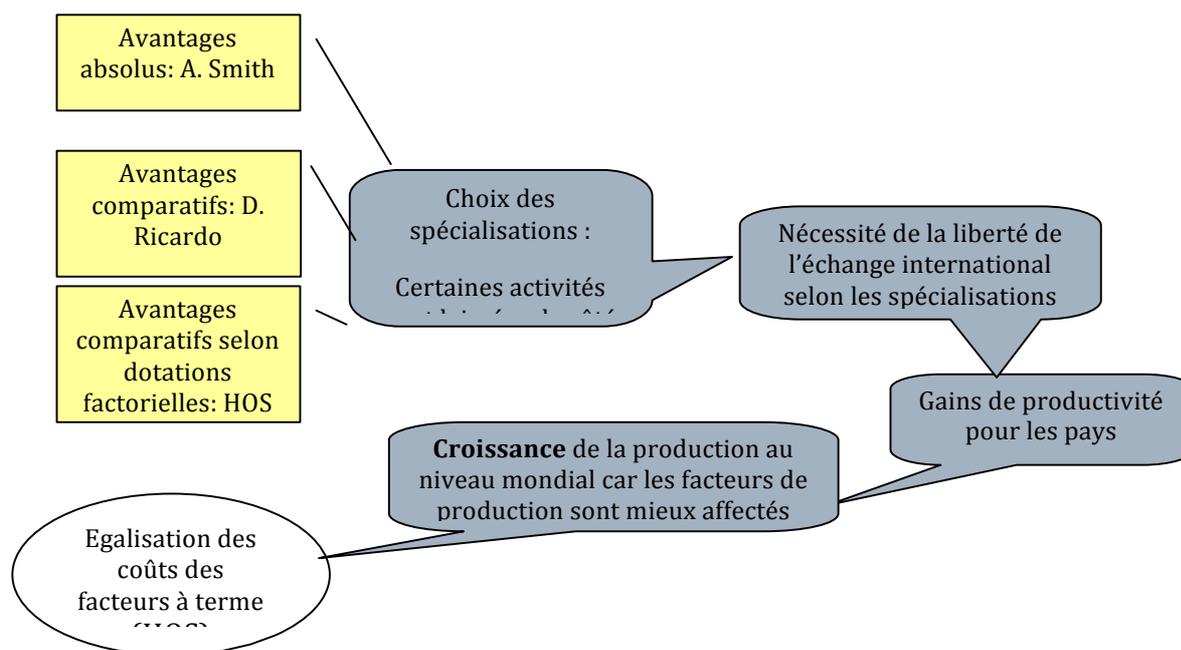
Les facteurs d'évolution du commerce international		Les évolutions constatées
Les échanges sont devenus plus aisés	<ul style="list-style-type: none"> • Les télécommunications sont plus faciles et moins chères • Le transport par bateau est devenu bon marché • Les possibilités de transport par avion se sont accrues • Les droits de douanes en moyenne ont diminué 	<ul style="list-style-type: none"> • Les échanges de biens et services se sont accrus ces dernières années plus que la production mondiale • Les produits échangés sont davantage des services et des biens manufacturés que des matières premières
Les échanges peuvent être utiles	<ul style="list-style-type: none"> • Les consommateurs souhaitent avoir à leur disposition plus de biens et services • Les entreprises souhaitent pouvoir produire à moindre coût • Les consommateurs sont plus amateurs de diversité 	<ul style="list-style-type: none"> • Les échanges se font davantage avec des pays proches géographiquement et par le développement • Les firmes multinationales ont pris une place particulière dans ces échanges

EXERCICE 2 : DES INSTITUTIONS DESTINEES A FAVORISER LES ECHANGES LIBRES

De quoi parle-t-on ? Compléter le texte suivant :

L'organisation mondiale du commerce est une organisation qui regroupe plus de 150 membres en 2011. Elle a pris la succession de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ou GATT) en 1995. Leur objectif est le même : inciter les pays à diminuer les barrières/restrictions au commerce mondial. Ils procèdent par cycles de négociations successifs, celui en cours est celui de Doha. Les avancées vers le libre-échange ont ainsi lieu grâce aux concessions réciproques des Etats-membres, qui décident à l'unanimité. Son organe de règlement des différends est destiné à arbitrer les conflits commerciaux entre les pays membres, évitant ainsi de déclencher une surenchère protectionniste entre eux.

EXERCICE 3 : LES EFFETS ATTENDUS DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL



EXERCICE 4 : LES AVANTAGES ESPERES DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL

Compléter le tableau suivant à l'aide de la liste d'évolutions ci-dessous :

Le développement des échanges internationaux de biens et services peut induire les avantages suivants :		
Au niveau de l'économie globale :	Au niveau des entreprises :	Pour les consommateurs :
<ul style="list-style-type: none"> • Hausse des emplois disponibles du fait des exportations • Croissance de la production mondiale de biens et services 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des coûts de production • Croissance des débouchés pour les produits 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse du prix des produits • Hausse de la variété des produits • Hausse de la quantité de produits disponibles à l'achat

EXERCICE 5 : UNE HISTOIRE DE PAIRES DE BASKETS

Une **firme américaine** souhaite exporter en France une paire de chaussures de sport. Elle estime ses charges et sa marge de la façon suivante : Coût de production : 20\$, marge souhaitée (du producteur): 10\$, frais de transport : 5\$. Le taux de change initial: 1€ pour 1\$.

Le **magasin d'articles de sport qui commercialisera** ce modèle distribue déjà un produit fabriqué en France, équivalent en performance : confort, amorti, souplesse... Caractéristiques : Coût de production : 25€, marge souhaitée du producteur: 5€

- 1- Quelles sont les différences entre les chaussures de sport françaises et américaines dans cet exemple ? Quel choix sera fait par le consommateur ? Que peut faire le producteur lésé pour supprimer cette différence entre les deux produits ?

Les différences : coûts de production, coûts de transport, marge souhaitée, prix final, intégrant le taux de change. Le consommateur va choisir la basket produite en France.

2- On suppose que les Etats-Unis choisissent de maintenir un taux de change de 1.2\$ pour 1€. Quel est le résultat de cette politique sur le prix des baskets américaines en France et sur le choix des consommateurs ?

Cela réduit le prix de la basket américaine qui sera alors la moins chère. Si les autres caractéristiques du produit sont les mêmes, le consommateur la choisira.

3- La firme américaine décide de produire ses baskets en Asie. Son coût de fabrication descend alors à 10\$, tandis que ses frais de transport montent à 7\$. Quel est le résultat de cette politique ?

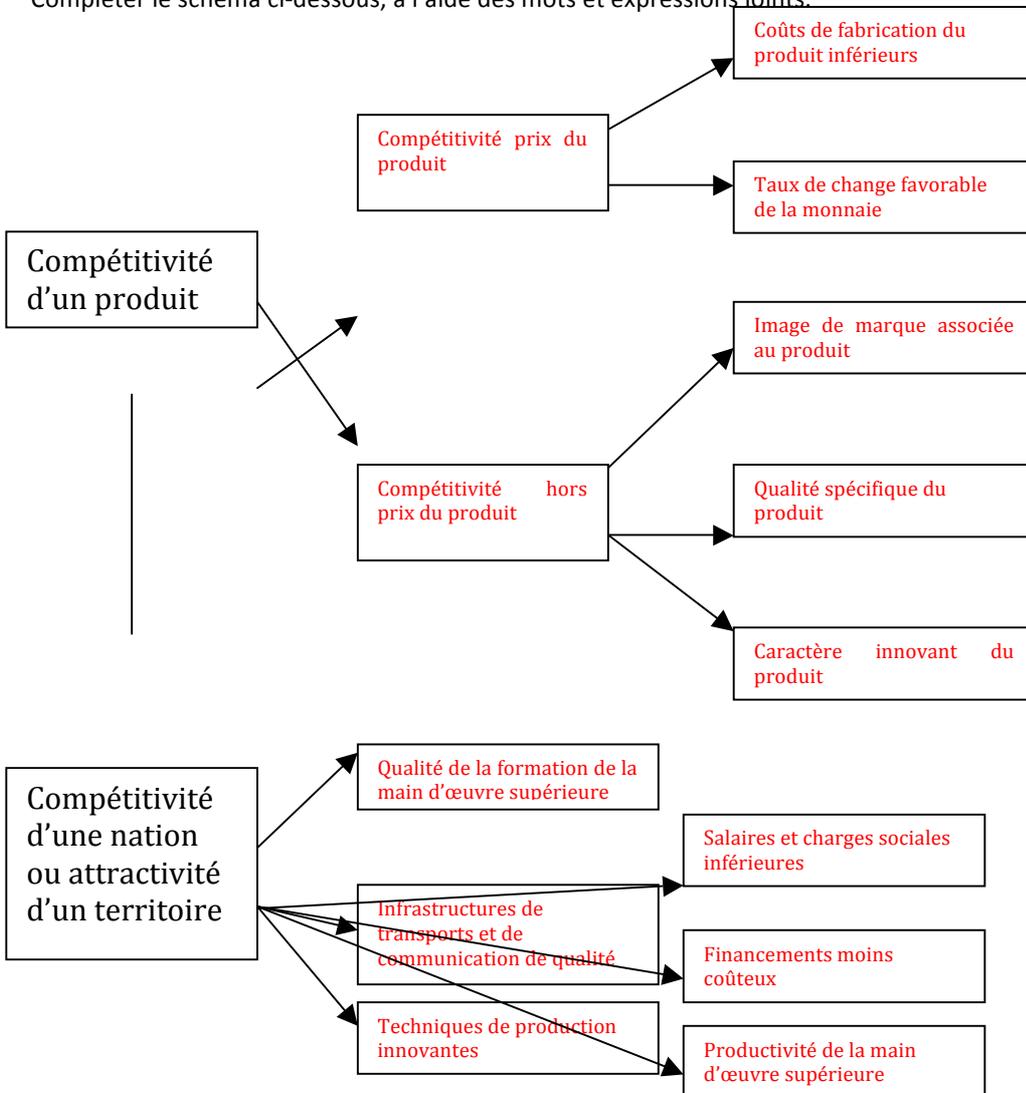
Là aussi cela réduit le prix de la basket américaine qui sera préférée.

4- A prix égal, quelles sont les autres caractéristiques qui peuvent pousser le consommateur à acheter l'une ou l'autre de ces paires de baskets ?

Ses qualités : son innovation, sa durabilité, son image de marque, composantes de sa compétitivité hors-prix ou structurelle.

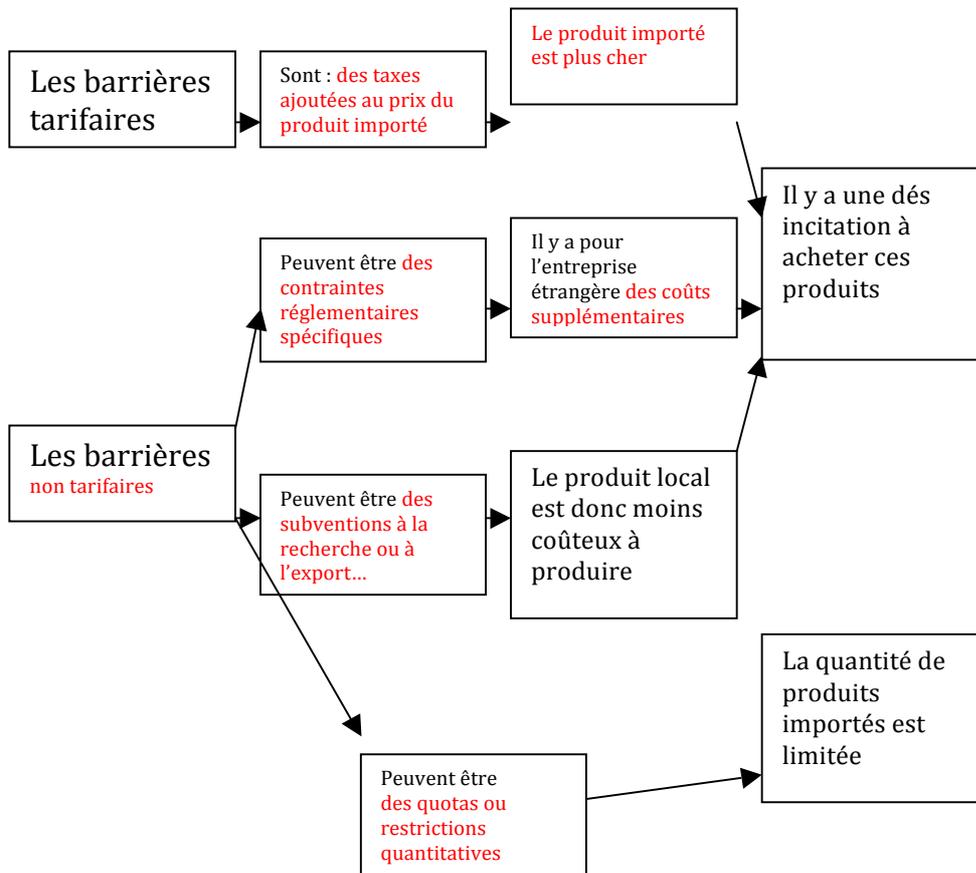
EXERCICE 6 : LES COMPOSANTES DE LA COMPETITIVITE

Compléter le schéma ci-dessous, à l'aide des mots et expressions joints.



EXERCICE 7 : LES MESURES PROTECTIONNISTES ET LEURS EFFETS

Compléter le schéma suivant :



EXERCICE 8 : DES FORMES DE COMMERCE DELOYALES

Compléter le texte suivant :

Le **dumping** est le fait de vendre un produit moins cher que ce qu'il coûté à fabriquer. C'est une forme de commerce **déloyale** car le prix du produit vendu est ainsi artificiellement bas. Le **dumping social** n'est pas du véritable **dumping**, car il ne conduit pas à vendre à perte. Cependant, le prix réduit du produit est obtenu grâce à des salaires très bas ou des conditions de travail difficiles. Il en va de même pour le **dumping environnemental**, pour lequel des coûts réduits de fabrication sont obtenus grâce à la minimisation des contraintes de protection de l'environnement.

EXERCICE 9 : LES FLUX D'IDE DES PAYS DEVELOPPES ET EN DEVELOPPEMENT

En millions de dollars US		1980	1990	2000	2008
Economies en développement	Flux entrants	7 477	35 087	256 883	620 733
	Flux sortants	3 153	11 909	134 799	292 710
Economies développées	Flux entrants	46 576	172 115	1 117 795	962 259
	Flux sortants	48 397	227 202	1 075 804	1 506 528

Source : *Manuel de statistiques de la CNUCED 2009*, Organisation des nations unies, p 364 et 365.

1- Expliquer : Flux entrants d'IDE/flux sortants.

Les investissements directs à l'étranger sont des flux c'est à dire des mouvements, des achats et des ventes de titres de propriété. Il peut donc s'agir d'achats étrangers sur le sol du pays (flux entrants) ou d'achats sur le sol étranger par les entreprises nationales (flux sortants). Il ne s'agit pas de stock ou d'existant.

2- Comparer par plusieurs calculs l'évolution des différents flux d'IDE par groupe de pays.

		1980	1990	2000	2008
économies en développement	flux entrants	7477	35087	256883	620733
	flux sortants	3153	11909	134799	292710
en indices économies en développement	flux entrants	100	469	3436	8302
	flux sortants	100	378	4275	9284
économies développées	flux entrants	46576	172115	1 117 795	962259
	flux sortants	48397	227202	1075804	1506528
en indices économies développées	flux entrants	100	370	2400	2066
	flux sortants	100	469	2223	3113

3- Peut-on constater une croissance de la multinationalisation des firmes depuis 30 ans ?

Oui car la croissance des flux d'IDE est très forte, en particulier pour les pays en développement. Attention, cela ne signifie pas forcément qu'il y a création d'activité sur le sol étranger, car un IDE peut juste consister en l'achat de participations dans une entreprise existante. Cette croissance modifie l'écart entre les groupes de pays mais ne l'efface pas : les IDE sont principalement entre pays développés et pays développés.

EXERCICE 10 : L'INTERNATIONALISATION DE LA PRODUCTION

Indiquer si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses, en justifiant son choix.

1- Une firme multinationale est nécessairement une firme de grande taille

Non, même si la définition de la CNUCED intègre un nombre de pays minimal à atteindre.

2- Les firmes multinationales sont essentiellement issues des pays développés

Oui, même si, là aussi les firmes issues des pays émergents montent en puissance.

3- On appelle échanges « endo-firme » les échanges de biens et de services entre maison mère et filiales d'une même firme multinationale

Faux, ces échanges s'appellent intra firmes.

4- Il n'ya pas de coûts spécifiques à s'implanter à l'étranger plutôt que sur son sol

C'est faux : il y a des coûts associés à la méconnaissance du droit local, des conditions de marché, ou encore au risque de change.

5- Une délocalisation donne forcément lieu à un investissement direct à l'étranger

Non, sauf si c'est une délocalisation au sens strict. Dans le cas de la sous-traitance, ce n'est pas le cas.

6- Une multinationalisation se justifie toujours par la recherche de coûts de production inférieurs

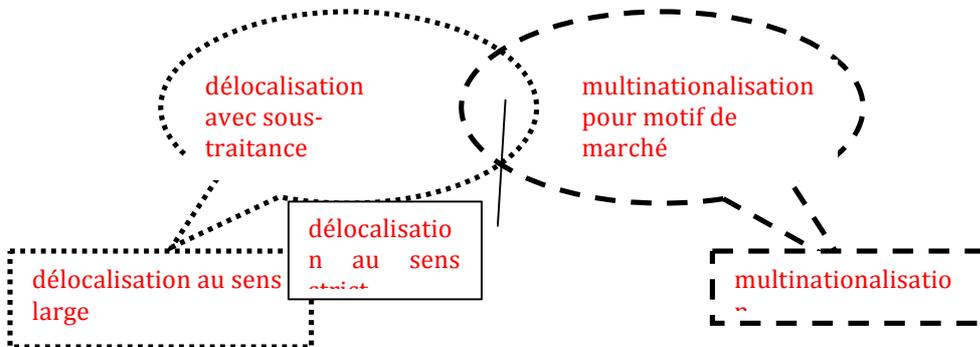
Faux, aujourd'hui il s'agit beaucoup de bénéficier de marchés en croissance économique.

7- La multinationalisation d'une firme passe par un investissement direct à l'étranger

Vrai, car l'entreprise investit soit en établissant une filiale de toute pièce, soit en achetant une participation minoritaire ou majoritaire dans une entreprise existante.

EXERCICE 11 : DELOCALISATION-MULTINATIONALISATION :

Remplir le schéma suivant à l'aide des éléments ci-dessous :



VERS LE BAC

EPREUVE COMPOSEE

Analyse du sujet et problématique :

Le protectionnisme est, pour un pays, une politique consistant à ériger des barrières aux relations commerciales internationales. Les mesures qui en relèvent sont variées, tarifaires ou non, quantitatives ou non...

Le sujet est au présent, c'est donc une question sur l'actualité des relations commerciales, ce qui invite à bannir tout plan historique, ou parties centrées sur le passé. Effectivement, la récente crise économique semble avoir signifié pour les pays un certain repli sur eux-mêmes. En témoigne le « buy american act » ou encore des programmes électoraux en France dans cette direction.

Le mot « retour » invite malgré tout à une recherche de références dans le passé.

La question est une question fermée, qui appelle donc une réponse par oui ou non. C'est un sujet de type « débat ».

Ces mesures se développent-elles aujourd'hui ? Sous quelles formes ? Cette tendance s'est-elle déjà produite par le passé ? Pour quels motifs ? Le libre-échange est-il abandonné ?

Plan détaillé :

1- L'actualité semble être au repli sur soi des pays :

- Le libre-échange, qui s'est développé en particulier depuis la seconde guerre mondiale, n'a pas tenu ses promesses : les pays bénéficient inégalement des gains associés au développement des échanges. En particulier, les pays développés souffrent de la concurrence des pays à bas coûts de production, accusés de détruire des emplois. Certains pays en développement, restent en marge des échanges internationaux ou ont choisi des spécialisations appauvrissantes.
- Les mesures protectionnistes adoptées se multiplient, devenant en particulier plus variées, plus sophistiquées, voir cachées, comme le montrent les nombreux exemples des documents

2 et 3. Dans le passé, entre les deux guerres mondiales, la crise des années 1930 s'était en particulier traduite par un repli protectionniste des pays. Ce choix correspondait déjà à un retour aux politiques commerciales du XIX^{ème} siècle.

- Ce choix peut comporter certains avantages : protection des secteurs en difficultés ou des secteurs naissants face à une concurrence internationale qui peut être déloyale, politiques commerciales stratégiques en faveur de secteurs à effets externes positifs...

2- Mais ces mesures semblent avoir été ponctuelles :

- Les statistiques du commerce international continuent de montrer une progression du volume du commerce international, malgré la pause ressentie en 2009. En 2010, les échanges se sont même accrus plus que la production mondiale comme le montre le document 1. La tendance de fond semble bien à la multiplication des échanges, même si elle s'explique autant par le libre-échange lui-même que par d'autres facteurs comme les progrès dans les transports ou les télécommunications.
- Les institutions dont le rôle est de promouvoir le commerce international poursuivent leur action. L'OMC par exemple a vu son rôle se perfectionner avec la création de l'organe de règlement des différends. Les Unions régionales se sont multipliées.
- Certains avantages du libre-échange sont toujours d'actualité : diversification des produits pour le consommateur, baisse des coûts, nouvelles opportunités pour les entreprises, notamment face à des marchés européens en stagnation...

Comment s'opère le financement de l'économie mondiale ?

EXERCICE 1 : LA BALANCE DES PAIEMENTS - Vrai ou Faux ?

- 1 – Vrai
- 2 – Vrai
- 3 – Faux (il s'agit d'un débit dans la balance courante)
- 4 – Vrai
- 5 – Faux (il s'agit d'un débit dans la balance courante)

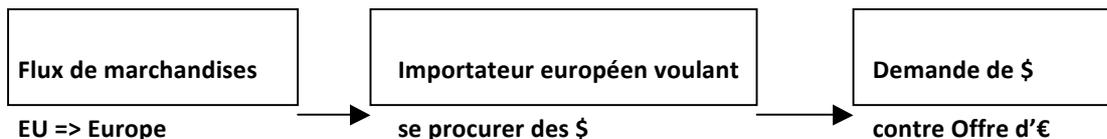
EXERCICE 2 : LES SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

- 1 –
 - a. La France a enregistré un déficit commercial de 53, 67 milliards d'euros en 2010. Ses exportations n'ont pas suffi à couvrir le montant de ses importations.
 - b. Les opérations portant sur les services ont permis à la France de dégager un excédent de 10 milliards d'euros en 2010.
 - c. Le solde des échanges de biens et services représente un déficit de 43,67 milliards d'euros en 2010. Malgré un excédent de ses échanges de services, la France connaît un déficit commercial tel qu'elle ne peut équilibrer ses échanges de biens et services.
 - d. Le compte des transactions courantes de la France connaît un déficit de 33, 66 milliards d'euros en 2010. Ce déficit trouve son origine essentiellement dans le déficit commercial.

2 – Le poste "Erreurs et omissions nettes" est le reflet des difficultés d'enregistrement des opérations économiques internationales. Si on fait la somme algébrique du poste "erreurs et omissions nettes", du solde du compte du compte des transactions courantes, du solde du compte de capital et de celui du compte financier on obtient le solde de la balance des paiements. Ce solde est nul par construction (c'est la fonction du poste "erreurs et omissions nettes")

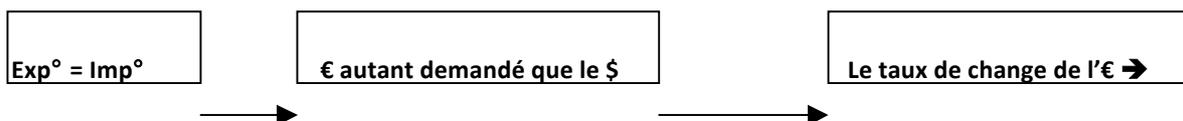
EXERCICE 3 : LES FLUX COMMERCIAUX INTERNATIONAUX INDUISENT DES OPERATIONS DE CHANGE

Placez € ou \$ où il convient :

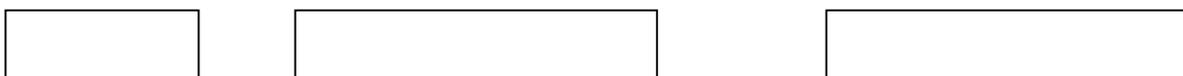


EXERCICE 4 : LE SOLDE DE LA BALANCE COURANTE INFLUE SUR LE TAUX DE CHANGE

Solde courant équilibré



Solde courant déficitaire



$Exp^{\circ} < Imp^{\circ}$ → € moins demandé que le \$ → Le taux de change de l'€ ↓

Solde courant excédentaire

$Exp^{\circ} > Imp^{\circ}$ → € plus demandé que le \$ → Le taux de change de l'€ ↑

VERS LE BAC

Sujet de dissertation : Quels sont les effets d'une appréciation du taux de change sur l'économie d'un pays ?

Sur le marché des changes, le taux de change d'une monnaie s'apprécie lorsqu'il faut moins d'unités de cette monnaie pour obtenir une unité d'une autre monnaie. L'appréciation d'une monnaie provient d'un excédent de demande de la devise par rapport à l'offre. Cette demande accrue peut être la conséquence d'une hausse des taux d'intérêt, d'une baisse de l'inflation, ou simplement de la spéculation. Quelle qu'en soit la cause, une appréciation du taux de change aura un impact significatif sur l'économie du pays. Si à court terme, la perte de compétitivité-prix semble l'emporter, les effets à plus long terme pourraient même contribuer à soutenir la croissance.

I – L'appréciation du taux de change entraîne des effets négatifs immédiats sur l'économie

A. L'appréciation du taux de change fait baisser la compétitivité prix des exportateurs

Lorsqu'une monnaie a tendance à trop s'apprécier, les entreprises qui vendent leur production dans cette monnaie sont pénalisées car leurs clients doivent fournir un montant sans cesse plus important de leur propre monnaie nationale pour pouvoir acheter une même quantité de biens (Document 4). Ces entreprises sont alors tentées de délocaliser leur production dans les pays qui utilisent la même monnaie que leurs clients : ainsi, elles ne sont plus soumises aux variations de change. C'est le cas au Japon où les entreprises nipponnes subissent le niveau très élevé du yen (document 1). Quant au secteur touristique suisse, il peine à attirer les touristes avec un Franc suisse qui s'est envolé depuis 2008 (Document 3).

Dans la zone euro, la hausse de l'euro par rapport au dollar affecte directement certaines industries européennes facturant en dollars, comme l'aéronautique, l'aérospatiale ou la pharmacie. Cette appréciation affecte d'ailleurs davantage les entreprises françaises que leurs homologues allemandes. Les entreprises de l'Hexagone souffrent en effet d'une insuffisance structurelle de leur compétitivité coût, du fait de gains de productivité faibles et des coûts salariaux élevés. Par conséquent, la dégradation de la compétitivité prix résultant d'un euro fort risque d'aggraver les difficultés des entreprises exportatrices françaises.

B. L'appréciation du change se traduit en général par une baisse du prix et une augmentation du volume des importations

Lorsqu'une monnaie s'apprécie, les prix étrangers exprimés en monnaie nationale diminuent. Cela renforce la tentation de consommer des produits d'importation au détriment de la production nationale. (Document 4)

L'effet combiné de la baisse des exportations et de l'augmentation des importations en volume provoque alors un déficit commercial.

II – Les effets négatifs immédiats peuvent être compensés en partie par des effets indirects

A. La baisse durable de l'inflation est bénéfique aux entreprises

La baisse des prix d'importation entraîne une baisse des prix de consommation, d'investissement et de consommations intermédiaires qui vient amortir en partie ces effets défavorables sur l'économie. En particulier, la baisse des prix de consommation est favorable au pouvoir d'achat des ménages (Document 4). Elle suscite, en outre, une modération des salaires, laquelle vient en retour limiter la perte initiale de compétitivité. Au Japon, la hausse du yen a permis de limiter « la hausse de la facture énergétique des compagnies d'électricité confrontées à l'arrêt des réacteurs nucléaires après l'accident de la centrale de Fukushima » (Document 1).

L'appréciation de l'euro est bénéfique pour l'économie car elle permet de juguler l'inflation importée. Elle permet en particulier de limiter les conséquences négatives du cours élevé du baril de pétrole sur les économies européennes.

B. Les entreprises peuvent profiter de l'appréciation du taux de change pour se restructurer

Un taux de change élevé peut encourager les entreprises nationales à procéder à des opérations de rachats de concurrents étrangers à moindre coût. Ainsi, les entreprises nipponnes profitent-elles de la hausse du yen pour acquérir des sociétés à l'étranger (Document 1).

La perte de compétitivité prix subie par les entreprises peut les encourager à compenser par une amélioration de leur compétitivité hors prix.

Si l'Allemagne subit moins que la France les effets de l'appréciation de l'euro, c'est parce que les produits allemands bénéficient d'une meilleure image de marque et d'un positionnement plus prononcé sur les segments du haut de gamme que les produits français, ce qui leur permet de soutenir plus facilement une hausse de leurs prix à l'exportation.

Conclusion :

Les effets d'une appréciation du taux de change sur l'économie sont complexes. L'effet le plus immédiat concerne les prix et les volumes d'importations et d'exportations. A long terme, des mécanismes correcteurs peuvent permettre de soutenir la croissance.

Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?

Document 1

1- Quel était l'objectif recherché par certains pays européens lorsqu'ils mettent en place la CECA ?

L'objectif recherché était d'éviter un nouveau conflit en Europe. En confiant à une Haute autorité le soin de gérer le charbon et l'acier qui constituait des ressources essentielles pour un conflit s'éloignait la possibilité d'un tel conflit.

2- Pourquoi peut-on dire que le marché commun constitue une étape supplémentaire dans le rapprochement de certains Etats européens ?

Le marché commun implique pour les pays européens la disparition des barrières douanières entre els Etats membres et provoque ainsi des flux supplémentaires d'échanges. Les économies s'en trouvent davantage liées entre elles. L'ouverture des économies des Etats membres vers celles d'autres Etats contribue alors à les rapprocher

3- Quels sont les effets escomptés de la disparition des droits de douane au sein d'un espace européen ?

Les effets sont doubles : dans un premier temps, les produits importés et exportés au sein de l'espace européen seront plus compétitifs en termes de prix. De même, la compétitivité s'en trouvera stimulée puisque els activités nationales ne seront plus protégées.

4- Quels sont les effets attendus de l'adoption d'un même tarif douanier commun ?

L'adoption d'un tarif douanier commun a pour incidence permet de fédérer la politique commerciale de l'intégration face à la concurrence étrangère et évite que chaque Etat membre mène une politique indépendante qui peut être effectuée au détriment d'autres Etats membres de la structure régionale.

5- Quelles sont les libertés mises en place avec le marché unique ?

Les libertés mises en place par le marché unique sont els suivantes : libre circulation des marchandises et des services, liberté de s'installer pour les entreprises, libre circulation des personnes, libre circulation des capitaux.

6- A partir des sites www.europa.eu et www.touteurope.eu recherchez les pays non membres de l'Union européenne qui ont signé les accords de Schengen et ceux membres qui ne les ont pas signés

Les pays ayant signé la convention de Schengen non membres de l'Union européenne sont les suivants : l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein.

7- A partir des sites www.europa.eu et www.touteurope.eu, créez sous la forme d'un tableau, une chronologie de l'adhésion des différents pays à la zone euro

Date d'entrée dans la zone euro	Pays
1999	Allemagne , Autriche , Belgique , Espagne , Finlande , France , Irlande , Italie , Luxembourg , Pays-Bas , Portugal
2001	Grèce
2007	Slovénie
2008	Chypre et Malte
2009	Slovaquie
2011	Estonie

8- A partir des sites www.europa.eu, www.touteurope.eu, www.omc.org ou www.insee.fr, recherchez ce que représentent les pays de la zone euro dans l'ensemble de l'Union (PIB, population, niveau du chômage, endettement public par rapport au PIB, croissance économique)

Caractéristiques	Zone euro	Union européenne
PIB/PPA en milliers de milliards d'euros	9,2	12,9
Population en millions	331	502
Chômage en %	10,9	10,2
Prévisions de Croissance économique (variation du PIB en %) en 2012	0,5	0,5
Endettement public (en % du PIB) en 2010	85,3	80

9- Peut-on dire que la zone euro constitue un ensemble homogène de pays ?

Les pays de la zone euro ne constituent pas un ensemble homogène d'Etats. Certains d'entre eux connaissent une situation excédentaire en termes de commerce extérieur (ex : l'Allemagne) alors que d'autres enregistrent des résultats négatifs depuis quelques années (ex : la France). En termes de chômage, les performances restent inégales : les Pays-Bas, les pays Scandinaves enregistrent des taux de chômage peu élevés alors que d'autres rencontrent un niveau élevé de chômage comme par exemple l'Espagne. De même, en termes d'endettement public, certains pays doivent faire appel à la solidarité financière européenne (ex : la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et Chypre) alors que d'autres connaissent une situation financière plus stable comme par exemple l'Allemagne, les pays scandinaves.

DOCUMENT 2 LE FONCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL EUROPEEN

1) Quel est l'organe moteur du schéma institutionnel

C'est le Conseil européen qui a pour fonction d'impulser les politiques européennes qui constitue l'organe moteur du cadre institutionnel. De même, il permet de trouver de solutions de compromis dans l'hypothèse de conflits d'intérêts entre les Etats membres.

2) Quel est l'organe issu du choix direct des peuples européens ?

C'est le Parlement européen qui apparaît comme l'institution la plus démocratique du cadre institutionnel de l'Union européenne.

3) Quelle est la procédure pour qu'une proposition soit adoptée ?

La Commission propose un texte. Ce dernier est discuté et approuvé par le Conseil. Par la suite, le Parlement s'en empare et vote ou non ce texte. Une fois adopté, il revient au conseil de faire en sorte que la Commission le fasse appliquer.

4) A partir de l'évènement suivant retracez le cheminement de la prise d'une décision : un navire vient de s'échouer sur les côtes du littoral français. Il laisse s'échapper d'importantes quantités d'hydrocarbures. L'Union européenne à l'initiative de la France veut mettre en place une mesure consistant à taxer les armateurs qui souhaitent faire naviguer leurs bateaux transportant des matières dangereuses dans les eaux territoriales des pays membres de l'Union européenne. Cette taxe viendrait alimenter un fonds d'indemnisation des victimes des pollutions engendrées par ce trafic maritime.

Le constat de l'échouage du navire et de son impact environnemental est fait par l'Etat membre où s'est déroulé le sinistre. La commission est donc sollicitée pour produire une nouvelle norme juridique tendant à taxer les armateurs qui souhaitent faire naviguer des bateaux transportant des matières dangereuses dans les eaux territoriales européennes. Le Conseil vote le texte proposé. Le Parlement européen est amené aussi à statuer. Le Parlement vote la nouvelle règle. Le Conseil charge la commission de la faire appliquer par les Etats membres. Ces derniers la transposent dans leur droit national via un vote de leur Parlement.

DOCUMENT 3 Part de quelques pays et de la zone euro dans le PIB mondial en PPA en 2010

1- Que signifient les nombres soulignés contenus dans le tableau ci-dessus ?

Selon le FMI, le PIB en PPA américain représentait 19,5 % du PIB mondial en PPA alors que celui de l'Europe n'en représentait que 14,6 % et celui de la Chine 13,6 %.

2- Comparez ce que représente la zone en termes de création de richesses par rapport aux autres régions du monde ?

Selon le FMI, la zone euro représentait la deuxième zone de création de richesses dans le monde si l'on se réfère au PIB en PPA qu'elle produisait en 2010. Ce volume de richesse représentait environ 1/6 du PIB mondial en PPA.

DOCUMENT 4 Part de la zone euro dans le PIB des pays avancés

1- Que signifient les nombres soulignés contenus dans le tableau ci-dessus ?

Selon le FMI, le PIB des Etats-Unis représentait 37,5 % du PIB des pays avancés en 2010 alors que la zone euro en représentait 28 %.

2- Que représente alors la zone euro dans la création de richesses des pays des pays avancés ?

La zone euro représente le deuxième pôle de création de richesses au sein des pays développés. De même, l'agrégation des pays européens leur permet de représenter un ensemble plus puissant que si les pays restaient seuls face à la concurrence internationale. La structure leur permet d'avoir indirectement plus de poids dans la concurrence internationale.

DOCUMENT 5 part de certains pays membres dans le PIB de la zone euro

1- Que signifient les nombres soulignés contenus dans le tableau ci-dessus ?

Selon le FMI le PIB de l'Allemagne représentait à lui seul 27,4 % du PIB de la zone euro en 2010. Si l'on excepte l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, le PIB cumulé des autres pays de la zone euro représentait seulement 24 % du PIB de la zone euro.

2- Complétez le texte suivant portant sur les documents n° 3, n°4 et n°5

Aujourd'hui, la zone euro représente le deuxième PIB mondial juste derrière les Etats-Unis. Par contre, les principaux pays qui la composent ne représentent qu'une part modeste du PIB mondial : 4 % pour l'Allemagne et 2,9% pour la France. De même, la zone euro représente 28 % des richesses créées par les pays avancés contre 37,5 pour les Etats-Unis ce qui représente un écart de 9,5 points de pourcentage. Enfin, il est à noter que la zone euro est composée de pays différents quant au poids économique qu'ils représentent : à eux seuls, les quatre plus grands pèsent 76% du PIB de la zone contre seulement 24 % pour l'ensemble des autres.

DOCUMENT 6 BALANCE COMMERCIALE DE L'UNION EUROPEENNE (en milliards d'euros)

1- Que signifient les données chiffrées relatives aux Etats-Unis et à la Chine en 2010 ?

En 2010, le commerce extérieur européen avec la Chine était selon l'INSEE déficitaire de 170 milliards d'euros alors qu'il était excédentaire de 70 milliards d'euros avec les Etats-Unis.

2- Pour les dix premiers partenaires commerciaux, quels sont ceux avec lesquels l'Union européenne a un excédent ?

L'Union européenne dispose d'un excédent commercial avec les Etats-Unis, la Suisse, la Turquie et l'Inde.

3- Que pouvez-vous donc en conclure en termes de compétitivité de l'économie européenne ?

L'économie européenne reste compétitive face à certains concurrents, ceux pour lesquels elle dégagne un excédent commercial. Par contre, elle est moins compétitive vis-à-vis d'autres économies qu'elles soient émergentes (ex : la Chine) ou non (ex : la Corée du Sud, le Japon).

DOCUMENT 7 LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA ZONE EURO

1- Comparez la situation de la zone euro à celle de l'ensemble de l'Union européenne

Le commerce de la zone euro comme celui de l'Union européenne restent en règle générale déficitaire même s'il enregistre des excédents avec certains pays (ex : Etats-Unis, Suisse, Turquie). Globalement, le déficit avec les pays émergents apparaît comme le plus grand.

2- Peut-on dire que la zone euro constitue un ensemble homogène en termes de commerce avec les autres pays du monde ?

La situation globale de la zone euro en termes de commerce extérieur cache des situations très différentes en son sein. En effet, des pays connaissent des excédents commerciaux très importants (ex : l'Allemagne) alors que d'autres sont confrontés à des déficits (ex : la France).

DOCUMENT 8 EVOLUTION DE LA PARITÉ EURO/DOLLAR ENTRE 2002 ET 2011

1- Construisez une phrase avec la donnée relative à la fin de l'année 2011

Selon Le Figaro, l'euro valait environ 1,4 dollar fin 2011.

2- Montrez à partir d'un calcul que la valeur de l'euro s'est appréciée entre début 2009 et fin 2011

Entre le début de l'année 2009 et la fin de l'année 2011, l'euro s'est apprécié de 0,15 dollar c'est-à-dire qu'il valait 1,25 début 2009 contre 1,4 dollar fin 2011.

3- Repérez les différentes périodes où la parité euro/dollar s'est appréciée et dépréciée

Sur la période 2002/2011, l'euro s'est apprécié par rapport au dollar. Toutefois, cette tendance regroupe plusieurs périodes. Entre l'année 2002 et le milieu de l'année 2004, l'euro s'est apprécié. Par contre entre le milieu de l'année 2004 et le milieu de l'année 2005, il s'est déprécié. Par contre, entre le milieu de l'année 2005 et le début de l'année 2008, il s'est de nouveau apprécié. En revanche, du début de l'année 2008 au milieu de cette même année, il a perdu de la valeur par rapport à l'euro alors qu'il en regagnait jusqu'au milieu de l'année 2009. Enfin, il reperdait de la valeur jusqu'au début de l'année 2010 pour connaître ensuite une augmentation de sa parité en dollar jusqu'à la fin de l'année 2011.

4- Quelle conséquence en termes de compétitivité prix l'appréciation de la valeur de l'euro induit-elle ?

L'appréciation de la valeur de l'euro induit une perte de compétitivité-prix des produits exportés par la zone euro. En effet, les biens et services qui y sont créés connaissent un accroissement de leur prix libellé en dollar. Sachant que ce dernier constitue encore aujourd'hui la monnaie de règlement international privilégiée, les exportations européennes sont pénalisées par une augmentation de la valeur de l'euro en dollar. Enfin, les Etats-Unis constituent un partenaire commercial privilégié de la zone euro, la structure des échanges de cette dernière renforce le phénomène constaté.

DOCUMENT 9 LES OBJECTIFS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

1- Quels sont les objectifs assignés à la BCE ?

Les deux objectifs poursuivis par la Banque Centrale européenne sont les suivants : la stabilité des prix et le soutien à la croissance économique.

2- En quoi la recherche des deux objectifs peut-elle s'avérer contradictoire ?

Les deux objectifs peuvent s'avérer contradictoires dans le sens où une politique de taux d'intérêts bas qui implique la création monétaire pour soutenir la croissance peut générer des effets pervers comme l'inflation.

3- Quels sont les effets escomptés d'un apport de liquidités sur le marché monétaire

Un apport de liquidités devrait permettre le financement des activités des différents secteurs institutionnels. Les ménages pourraient davantage consommer, les entreprises et l'Etat devraient davantage investir.

4- Expliquez comment une baisse des taux d'intérêt peut stimuler l'activité économique

La baisse des taux d'intérêt peut entraîner un surcroît de consommation de la part des ménages ce qui stimule alors la demande. De même, elle permet pour les entreprises et l'Etat un financement moins coûteux de leurs investissements. La demande globale s'en trouve donc stimulée. Pour faire face à l'accroissement de cette dernière, l'appareil productif est incité à augmenter sa production qu'il vendra via le marché.

DOCUMENT 10 LES EFFETS DE LA CRISE FINANCIERE

1- Définissez les termes suivants : déflation, récession, dépression

La déflation peut être définie comme une situation de baisse générale et durable des prix. La récession quant à elle représente dans un cycle économique une phase de diminution passagère de la production. La dépression

représente une crise grave de l'activité économique caractérisée par une baisse durable et importante de la production et de la consommation.

2- Quels sont les éléments qui indiquent que les Etats ont retrouvé, sur une période courte, des marges de manoeuvre plus grandes dans leurs politiques économiques nationales ?

Face au constat de la défaillance des systèmes bancaire et financier, les Etats ont socialisé les dettes et ont mis en œuvre des plans de relance pour soutenir l'activité économique. Les Banques centrales ont soutenu ces efforts en pratiquant des taux d'intérêts bas (ex : Federal Reserve aux Etats-Unis, Banque centrale Européenne).

3- Comment les banques centrales ont-elles contribué à mener des politiques « keynésiennes » ?

Les banques centrales ont pratiqué des politiques d'inspiration keynésienne en pratiquant des taux d'intérêts bas afin de faciliter le financement des acteurs de la vie économique (ex : ménages, entreprise et Etat).

4- Que signifie l'orthodoxie financière évoquée par Jacques Le Cacheux dans la dernière phrase du texte ?

L'orthodoxie financière renvoie aux politiques monétaristes menées les années antérieures. Ces politiques restrictives avaient pour objectif de maintenir la progression de la masse monétaire dans une proportion moins élevée que celles découlant de politiques expansives, la création excessive d' monnaie pouvant générer de l'inflation.

DOCUMENT 11 EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE QUELQUES ETATS DE L'UNION EUROPEENNE (en% du PIB)

1- Construisez une phrase avec la donnée relative à la Grèce en 2009 ?

Selon l'INSEE, la dette publique grecque représentait environ 125 % de son PIB en 2009

2- Comment a évolué la dette publique des différents pays ?

Globalement, la dette publique a progressé pour tous les pays entre les années 2000 et 2009 excepté pour la Suède où elle a régressé. Deux pays connaissent une situation plus difficile que les autres : la Grèce et l'Italie.

DOCUMENT 12 LES ETATS ET LE FONDS EUROPEEN DE STABILITE FINANCIERE

1- Pourquoi le Royaume-Uni s'est-il opposé à la participation à ce fonds ?

La participation à ce fonds induit une plus grande solidarité financière entre les Etats et entraîne une perte plus grande de souveraineté des Etats membres de l'Union européenne. Elle s'inscrit dans une vision plus fédérale de l'Europe ce qui heurte la position britannique.

2- Peut-on dire que les Etats qui participeront à ce fonds s'engageront sur un montant qui leur sera imposé par l'ensemble des autres participants ?

Au lieu d'une garantie solidaire de l'ensemble des prêts par tous les Etats, chacun ne garantira que sa propre contribution.

DOCUMENT 13 LA MISE EN PLACE DE LA « REGLE D'OR »

1- En quoi consiste cette règle d'or ?

La règle consiste pour les Etats membres qui l'ont accepté à l'inscrire dans le cadre institutionnel des Etats rendant son application obligatoire. Elle les oblige à faire en sorte que le déficit structurel des Etat ne dépasse pas 0,5 % du PIB en termes de déficit.

2- Comment l'Union européenne va-t-elle contrôler la mise en place de la règle d'or dans le cadre institutionnel des Etats membres ?

La cour de Justice s'assurera de vérifier si cette règle est transposée dans les dispositifs constitutionnels des Etats signataires.

3- Le non respect de cette règle est-il soumis à sanction ?

Un système de sanctions est prévu à l'encontre des Etats qui dépasseraient pour leur déficit public la limite des 3 % de leur PIB

DOCUMENT 14 L'EURO EST-IL UNE MONNAIE INTERNATIONALE ?

1- Quelle place occupe l'euro dans les réserves de change mondiales ?

L'euro constitue la deuxième place après le dollar dans les réserves de change mondiales.

2- Calculez le montant estimé d'euros détenus par la banque centrale chinoise ?

La banque centrale chinoise détiendrait selon les estimations de l'auteur environ 800 milliards d'euros.

3- Quelle explication l'auteur donne-t-il à l'achat d'euros par les banques centrales

L'auteur sous-entend que la progression de l'euro dans les réserves de change n'est pas récente et indique que les banques centrales veulent diversifier leurs réserves afin de minimiser le risque.

La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?

Exercice 1 : Dites si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses.

	VRAI	FAUX
1. Dans les pays développés, le bien-être augmente proportionnellement à la croissance.		x
2. Le mal-développement caractérise les pays où la croissance est forte mais le niveau de développement mesuré par l'IDH est faible.	x	
3. L'industrie constitue la principale émettrice de gaz à effet de serre.	x	
4. L'IDH est un indicateur de mesure de la durabilité.	x	
5. La déforestation est un phénomène universel		x
6. L'agriculture productiviste a des rendements de plus en plus importants.		x
7. Le développement soutenable a été popularisé par le rapport Bruntland.	x	

Exercice 2 : Complétez le texte suivant avec les termes suivants : faible, fort.

Les partisans d'une durabilité forte de la durabilité considèrent que les possibilités de substitution entre les composantes du capital sont limitées et que la durabilité sur le long terme requiert la non décroissance du stock de capital naturel.

Les partisans d'une durabilité faible considèrent que les possibilités de substitution entre les composantes du capital sont importantes et que la durabilité sur le long terme requiert la non-décroissance du stock de capital global.

Exercice 3 : Complétez le tableau avec les termes suivants : Biens communs, biens collectifs purs, biens privatifs, biens de club puis illustrez chaque catégorie.

	Exclusion impossible	Exclusion possible
Biens rivaux	Biens communs (les poissons)	Biens privatifs (un voilier)
Biens non rivaux	Biens collectifs purs (un phare)	Biens de club (TV à Péage)

Exercice 4 : Associez chaque proposition à une conception du développement durable.

1. Réinventer une nouvelle société		La croissance comme solution aux problèmes environnementaux 2 4
2. L'impact de la pollution diminue avec la croissance		L'économie écologie 3 6
3. Il faut préserver le stock de capital naturel		La décroissance 1 5
4. Au-delà d'un certain seuil, la pollution engendrée par la croissance diminue.		
5. Il faut centrer la production sur les besoins réels et supprimer les consommations superficielles.		
6. Il faut réduire notre empreinte écologique pour ne pas remettre en cause l'écosystème.		

Vers le Bac

Sujet de dissertation : La croissance peut-elle être compatible avec le développement durable ?

I] Croissance et développement semblent à priori incompatibles.

A) L'empreinte écologique témoigne des limites atteintes par le modèle productiviste des pays développés.

B) Les atteintes à l'environnement

II] mais il est possible d'inscrire la croissance dans le cadre du développement durable.

A) La croissance permet les innovations pour polluer moins et réduire l'empreinte écologique

Pour preuve la courbe de Kuznets inversée

Une production propre est possible

B) La croissance permet de remplacer l'usage des ressources non renouvelables par des ressources nouvelles.

Quels instruments économiques pour la politique climatique ?

Exercice 1. Recopiez et complétez le texte à l'aide des termes suivants :

Dans leur activité économique, les entreprises ne prennent pas en compte les coûts liés à la pollution. Mais il existe une différence entre les coûts **privés** supportés par l'**entreprise** et les coûts **sociaux** supportés par la **société**. Lorsqu'il y a une telle différence, c'est qu'il existe des effets externes. Ces derniers peuvent avoir des conséquences positives mais aussi des répercussions **négatives** sur la société et l'économie d'un pays dans les cas de pollution. On parle alors d'**externalités négatives**.

Exercice 2. Complétez un tableau de ce type :

Instruments	Quels intérêts ?	Dans quel cas l'utiliser ?
Normes, réglementation	- permet d'interdire lorsque les coûts sont irrécupérables - limite la pollution au seuil fixé	Lorsque l'on veut fixer un seuil maximal de pollution
Taxes	- incitation à réduire la pollution si la taxe est très élevée - la taxe génère des recettes qui permettent de réduire la pollution ou d'être une nouvelle forme de recette fiscale	Lorsque l'on veut modifier et orienter les comportements des consommateurs
Permis d'émission	- permet de fixer un niveau maximal de pollution - peut être mis en place au niveau mondial	Lorsque l'on veut concilier protection de l'environnement et croissance économique

Exercice 3. Retrouvez à quel type d'intervention appartiennent les exemples suivants :

- Taxation des centrales électriques suédoises proportionnellement à leurs émissions de dioxyde d'azote : **taxe**
- Une tonne de CO₂ se négocie sur le marché européen à 15 euros : **marché de droits à polluer**
- Tri sélectif : **réglementation**
- Installation de pot catalytique sur les automobiles : **réglementation**
- Instauration aux USA d'un marché des droits pour le dioxyde de soufre : **marché de droits à polluer**
- Interdiction des gaz CFC : **réglementation**
- Taxe sur les sacs en plastique de caisse en Irlande : **taxe**

Exercice 4.

Q 1. Les coûts privés sont les coûts supportés par un agent économique du fait de son activité.

Les coûts sociaux sont les coûts d'une activité supportés par l'ensemble de la collectivité.

Q 2. coûts privés liés à l'utilisation de sa voiture personnelle : carburant, entretien, réparations, assurance.

Coûts sociaux liés à l'utilisation de sa voiture personnelle : perte de temps liés aux embouteillages, problèmes de santé liés à la pollution, pollution sonore, pollution visuelle, émissions de gaz à effet de serre.

Q 3. Il y a coût externe lorsque le coût social est supérieur au coût privé.

VERS LE BAC

Partie 1. Mobilisation des connaissances

Q 1. La pollution liée aux activités de production et de consommation produit un effet externe car l'agent qui pollue (consommateur ou entreprise) procure à un autre agent par son activité un dommage sans compensation monétaire. Une entreprise qui, par son activité, rejette dans l'atmosphère des particules polluantes devrait indemniser les riverains, aux alentours, victimes de la pollution.

Q 2. La réglementation permet d'établir des normes de production moins polluantes ou de fixer un seuil maximal de pollution. Elle contraint les agents économiques à respecter les normes. Mais cette mesure n'est pas assez incitative car les agents pollueurs ne seront pas enclins à réduire leur pollution en dessous du seuil fixé. De plus la réglementation peut bloquer le processus de croissance.

La taxe permet d'inciter les agents qui polluent à réduire leurs émissions en faisant payer ceux qui polluent. C'est le principe du polluer-payeur. Mais les écotaxes présentent des inconvénients : perte de compétitivité des entreprises taxées par rapport aux entreprises étrangères non taxées dans leur pays et pression de certaines industries pour en être exonérées, ce qui réduit le champ d'application de l'écotaxe.

Partie 2. Étude d'un document

L'indice du nombre de kilomètres par véhicule passera de l'indice 100 en 1990 (base 100 en 1990) à l'indice 158 en 2013 soit une augmentation de 58%. Dans le même temps l'indice de la quantité de CO₂ émis passera de l'indice 100 en 1990 à l'indice 130 en 2013, soit une augmentation que de 30%. Quant aux émissions d'autres polluants, leur quantité émise passera de l'indice 100 en 1990 à l'indice 20 en 2013 soit une très forte diminution de 80%.

Les véhicules feront plus de kilomètres mais dans le même temps, l'augmentation des quantités d'émissions de CO₂ sera moins que proportionnelle à l'augmentation du nombre de kilomètres par véhicules et les quantités d'émissions d'autres polluants seront en forte baisse.

Partie 3. Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire

- I. La réglementation peut permettre de réduire la pollution
 - définition de la réglementation
 - exemples de réglementation
 - avantages de la réglementation
 - inconvénients de la réglementation
- II. mais doit être complétée par la mise en place de taxes pour lutter efficacement contre la pollution.
 - définition de l'écotaxe
 - exemple d'écotaxes pratiquées dans certains pays
 - résultats des écotaxes dans certains pays
 - avantages de l'écotaxe

Sociologie

Comment analyser la structure sociale ?

VERS LE BAC

Sujet de dissertation : Vous analyserez les changements de la structure sociale depuis les années 60.

Toute société est hiérarchisée et structurée en groupes en fonction d'une distribution inégale des biens, des pouvoirs, du prestige qui permet de différencier les individus qui la constitue. Avec les Trente Glorieuses, la société industrielle étudiée par Marx et Weber a laissé place à une société postindustrielle dans laquelle les groupes sociaux n'ont plus le même visage. Il s'agira d'étudier ces changements et de voir quelles sont leurs conséquences sur la structure de la société française contemporaine.

I- La société postindustrielle : une structure sociale en mutation

- 1- Un processus de moyennisation qui explique une homogénéisation des valeurs et des modes de vie : tertiarisation de la population active (*doc1*) qui s'accompagne d'une réduction des inégalités de niveau de vie, ère de la consommation de masse et accès généralisé à la culture de masse facilité par la hausse du niveau culture générale.
- 2- Une structure sociale qui s'éloigne de la lutte des classes (Marx) avec le développement de la conscience d'appartenir à la classe moyenne d'où une réduction des relations conflictuelles entre les groupes alors même que certains auteurs (Chauvel, *doc2*) soulignent que les inégalités réelles entre les groupes sociaux persistent.

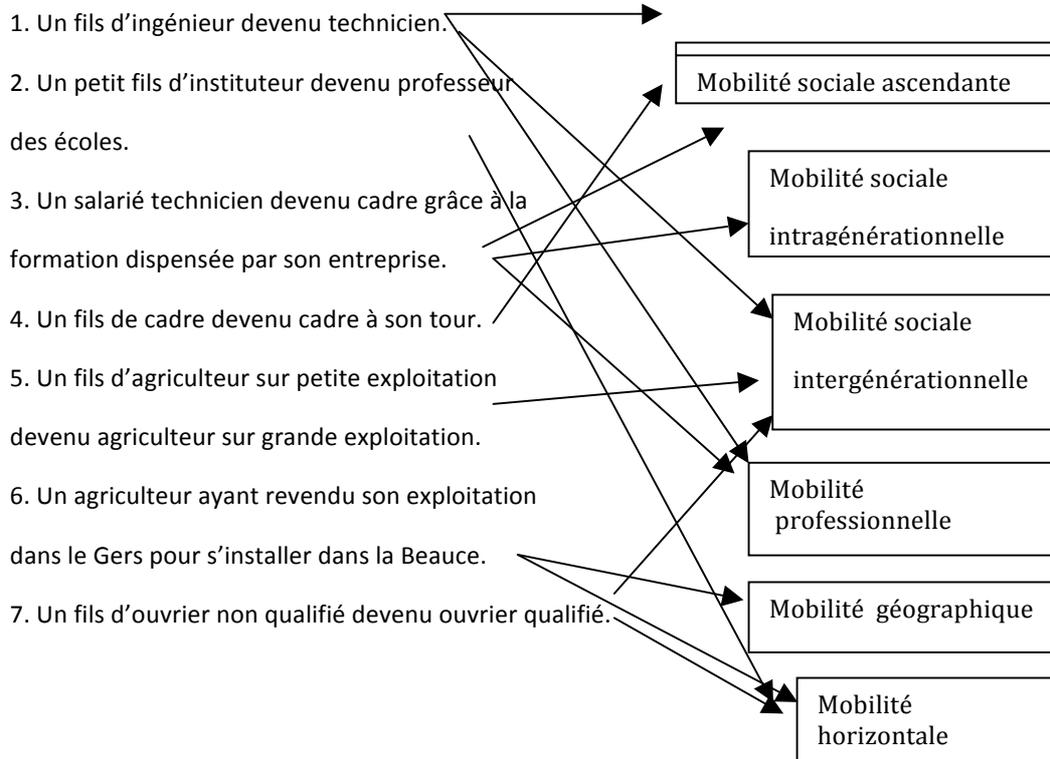
II- Des frontières de classes brouillées

- 1- Une structure sociale faite de constellations (Mendras) plutôt que de classes sociales. Cette vision faite de groupes aux contours flous permet d'appréhender la diversité des positions sociales d'individus qui peuvent partager des pratiques et références culturelles communes. (*doc3*) De même des individus peuvent avoir des pratiques sociales hétérogènes (Lahire)
- 2- D'autres critères de différenciation pertinents (tels que le sexe, l'âge...) sont à prendre en considération pour analyser la structure de la société française contemporaine. L'âge permet en effet de repérer des inégalités croissantes dans la société postindustrielle (*doc4*).

La société française a connu des mutations économiques, sociales et culturelles qui amènent à repenser l'analyse en termes de classes sociales. Même si celle-ci conserve une certaine pertinence car les inégalités et les éléments de différenciation entre les groupes perdurent, les critères à prendre en considération pour opérer cette analyse doivent être multiples car l'appartenance à une classe sociale ne permet plus à elle seule de définir les positions et comportements des individus. Notre société permet aux individus de multiples appartenances et une identité plurielle.

Comment rendre compte de la mobilité sociale ?

Exercice 1 :



NB : 4 = immobilité sociale // 7 = on peut éventuellement associer ce cas à de la mobilité sociale ascendante en supposant que le statut d'OQ est supérieur à celui d'ONQ // 2 = on peut éventuellement associer ce cas à de la mobilité sociale descendante tant le prestige de la profession a diminué

Exercice 2 :

1. Lorsque les actifs sont moins enclins à changer de résidence et de profession, l'allocation des ressources en main d'œuvre vers les zones et les branches les plus dynamiques se fait moins facilement, participant ainsi au faible dynamisme économique régional. Il y aurait une sous utilisation des ressources en travail, une moindre production, une moindre croissance économique.
2. Grâce à cette mobilité géographique et professionnelle, les employeurs pourront trouver l'adéquation entre leurs offres d'emplois et la demande d'emploi des salariés ; il n'y aura donc quasiment pas de goulets d'étranglements correspondant à une offre d'emploi supérieure à la demande d'emploi : les pressions à la hausse des salaires seront moindres (pas ou peu de rareté de main d'œuvre) ce qui limitera les pressions inflationnistes (par les coûts salariaux) et poussera la compétitivité à la hausse. Pour les ménages, la mobilité géographique et professionnelle est un gage d'employabilité : au plus cette mobilité est forte, signe de recherche d'emploi et de volonté d'adaptabilité, au plus le temps passé au chômage est moindre ; le taux d'emploi est ainsi plus élevé chez les salariés les plus mobiles. La panoplie des cultures rencontrées peut aussi être un atout dans la capacité d'ouverture aux autres dans des relations professionnelles ; la productivité peut donc en bénéficier ainsi que le salaire qui peut être plus élevé.
3. Il est à craindre que l'Europe, à terme, manque de main d'oeuvre pour des raisons démographiques. Les flux migratoires seront donc une solution pour compenser cette pénurie annoncée.

Exercice 3 :

- 1- Répondre par Vrai ou Faux aux affirmations suivantes et justifiez votre réponse :
 - a- F : il s'agit d'hommes ou de femmes mais pas de l'ensemble.
 - b- V
 - c- F : les barres de l'histogrammes sont plus élevées chez les hommes que chez les femmes.
 - d- V : pour chacune des périodes plus récentes, les barres de l'histogramme sont plus élevées que celle de la période qui précède, quel que soit le genre.
 - e- V : une meilleure conjoncture offre des possibilités nouvelles de faire des choix professionnels de façon plus sécurisante que lorsque la conjoncture est morose et que les places sont plus rares sur le marché du travail ;

Exercice 4

- 1- Sur 100 personnes, âgées de 30 à 54 ans ayant un emploi d'employé non qualifié en 1998, 40 ont changé de groupe socioprofessionnel entre 1998 et 2003.
- 2- Les flux de mobilité se sont accrus depuis 1980 puisque la proportion de personnes ayant un emploi qui a changé de groupe socioprofessionnel est passée de 13,68% à 20,96%.
- 3- Quelle que soit la période, on peut penser que la mobilité ascendante reste plus fréquente lorsqu'on part du bas de la hiérarchie sociale (ouvriers et employés non qualifiés).
- 4- La faible mobilité des cadres résulte notamment de leur position dans la hiérarchie sociale : par définition, il n'y a pour eux pas de promotion possible, seulement des déclassements.

Exercice 5 :

- 1- 1980 / 1985 / 19 000 / 8%
- 2- Elle peut s'expliquer par le fait que les cadres ont connu au moins un épisode de chômage ou d'inactivité entre 1998 et 2003. Le poids du chômage dans les parcours professionnels pourrait ainsi expliquer la hausse de la proportion de mobilités descendantes, qui constitueraient un moyen de conserver un emploi ou bien, pour les chômeurs, d'en retrouver un plus rapidement.

EXERCICE 6 :

- 1- En P1 : $25 + 20 / 100 = 45\%$ / en P2 : $25 + 20 / 100 = 45\%$; pas de mobilité observée.
- 2- En P1 : fils de cadres devenus cadres : $5/25 = 1/5 = 20\%$;
fils d'ouvriers devenus cadres $25/75 = 33\%$

En P2 : fils de cadres devenus cadres $15/35 = 42\%$;

fils d'ouvriers devenus cadres $25/65 = 38\%$

La probabilité pour un fils de cadre de devenir cadre a augmenté beaucoup plus entre les deux périodes... que celle d'un fils d'ouvrier de devenir cadre

Rapport de chances relatives en P1 : $(5/20) / (25 / 50) = 0,5$

Rapport de chances relatives en P2 : $(15/20) / (25/40) = 1,2$

On s'aperçoit que le rapport de chances relatives a changé en faveur des fils de cadres qui ont désormais 1,2 fois plus de chances de devenir cadres que les fils d'ouvriers. L'intensité entre le lien entre origine sociale et position sociale a donc évolué.

- 3- Stagné // croissante

Exercice 7 :

- a- F : sur 100 élèves inscrits en classes préparatoires aux grandes écoles, 55 sont des enfants de cadres.
- b- V : 9% + 7%.
- c- V : 38% +18%.
- d- V : Les enfants d'ouvriers représentent 38 % des effectifs de la classe de 6°, 19 % des bacheliers généraux et seulement 9% des inscrits en classes préparatoires aux grandes écoles.
- e- Même si une part croissante des élèves est titulaire d'un bac, celui-ci ne marque plus vraiment un processus de sélection des diplômés aussi fort qu'il y a quelques années ; du fait de cette inflation scolaire, des processus de distinction scolaire apparaissent avec le choix de filières élitistes (filiale S / classe préparatoires aux grandes écoles...)

VERS LE BAC

Partie 1 : Mobilisation des connaissances

1) *La structure des positions sociales n'est pas toujours comparable d'une génération à l'autre : les comparaisons intergénérationnelles peuvent poser des problèmes. En effet, une même catégorie sociale peut ne plus occuper la même position sociale à deux époques différentes : ainsi, le prestige d'un instituteur sous la 3^e république était plus important que celui d'un professeur des écoles d'aujourd'hui. Ce prestige s'est réduit au fur et à mesure que l'enseignement secondaire se démocratisait et que le niveau de qualification requis pour exercer cet emploi se banalisait au sein de la société.

* Les tables de mobilité analysent la mobilité sociale déjà ancienne : la pertinence de l'étude de la mobilité intergénérationnelle suppose que l'on compare la situation des pères, dont la mobilité est achevée, à celle des fils de 40 à 59 ans dont la carrière professionnelle est presque achevée...mais pas forcément complètement...

* Les tables de mobilité donnent une image partielle des flux de mobilité intergénérationnelle au sein la société : le plus souvent, elles ne prennent en compte que les personnes de genre masculin.

2) Le capital social: regroupe les relations sociales mobilisables, par exemple pour trouver un emploi. Les relations familiales remplissent une fonction fondamentale dans la reproduction sociale. En effet avec le même diplôme un fils d'un cadre avec de bonnes relations, décrochera un emploi plus intéressant socialement qu'un enfant d'ouvrier qui devra se débrouiller par lui même.

Partie 2 : Etude d'un document statistique (4 points)

Présentation :

* Tableau statistique représentant une table de mobilité sociale pouvant être transformé en table de destinée et d'origine sociale.

* Les unités sont les milliers.

* Le champ d'étude est composé des hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans en 2003.

* La source est l'enquête Formation et qualification Professionnelle de 2003 réalisée par L'INSEE.

Les caractéristiques de la mobilité sociale des cadres en France ?

* en termes de destinée, le groupe social est marqué par une très forte reproduction sociale, une forte immobilité : 310 000 fils de cadres sur 590 000 (âgés de 40 à 59 ans en 2003) sont eux-mêmes devenus cadres. L'hérédité sociale est donc forte.

Les cas de descente sociale ne sont pas absents : en effet, 52 000 fils de cadres sont devenus ouvriers, soit un peu moins de 10% ; ceci dit la proximité sociale reste de mise puisque lorsque les fils de cadres ne deviennent pas cadres, ils deviennent principalement membres de professions intermédiaires (152 000 d'entre eux)

* en termes d'origine : la mobilité sociale est forte puisque sur 1 318 000 cadres en 2003, seuls 310 000 avaient un père cadre, ce qui signifie que le groupe des cadres a dû recruter massivement ailleurs...notamment chez les fils d'ouvriers (304 000) et de professions intermédiaires (266 000).

La société française a connu un véritable appel d'air qui a permis aux catégories populaires d'avoir accès à des postes d'encadrement : ceci est dû à la complexification des tâches de l'appareil de production qui a nécessité l'appel à ce que Galbraith a appelé la 'technostructure'. L'école a aussi joué un rôle important en participant à la formation des futurs actifs.

Partie 3 : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points).

Quelles sont les particularités de la démocratisation scolaire ?

La démocratisation scolaire peut se repérer par l'augmentation sensible de l'accès à l'enseignement. L'étude de ses caractéristiques révèle que cette démocratisation est certes quantitative mais aussi ségrégative.

La démocratisation est tout d'abord **quantitative** : en effet, le poids des générations obtenant le bac ne cesse d'augmenter au cours du XX^e siècle comme en atteste le document 1 : on recensait à peine 5% de bacheliers pour les générations nées avant 1929 contre environ 65% pour celles nées entre 1983 et 1987 ; cette augmentation est surtout due à la diversification des baccalauréats et à l'arrivée des bacs professionnels et technologiques. D'autre part, le taux de scolarisation s'allonge sous l'effet de la poursuite des études supérieures. On s'aperçoit également que cette démocratisation est **uniforme** puisque toutes les catégories sociales profitent de cet accès croissant au baccalauréat ; elle est également **égalisatrice** puisque l'écart d'accès au baccalauréat entre les catégories sociales populaires et les aisées aura tendance à diminuer sous l'impact de « l'effet de plafond » : les catégories les plus aisées ne pouvant plus tellement progresser seront, peu à peu, rejointes par les catégories plus populaires ; les écarts entre les groupes se resserrent avec la disparition de l'orientation en 5^e et l'accession de quasiment toute une classe d'âge en 3^e ; cette massification a débouché sur une élévation du niveau d'instruction.

La démocratisation est aussi **ségrégative** : en effet davantage d'études pour tous ne signifie pas systématiquement que tous poursuivent les mêmes études ! Les inégalités scolaires persistent ; elles ne sont pas tant quantitatives que qualitatives. Ainsi, on s'aperçoit que, en 2008, 76% des enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures avaient le baccalauréat général contre 34% des enfants d'ouvriers ; ces derniers sont plus représentés dans les baccalauréats technologiques et professionnels. La sous-représentation est visible par le fait que « *parmi les jeunes gens nés entre 1959 et 1968, environ 21% des enfants de professeurs ou de professions libérales ont accédé à une grande école contre moins de 1% chez les enfants d'ouvriers non qualifiés* », alors que les cadres représentent à peine 20% de la population active et les ouvriers plus de 25%. Désormais c'est de moins en moins le fait d'être bachelier qui fait la différence mais la nature du bac obtenu.

Quels liens sociaux dans les sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?

Exercice 1 ; Pour chacune de ces affirmations, dire si elle caractérise la solidarité mécanique ou organique:

	solidarité mécanique	solidarité organique
la « conscience collective » est forte	X	
le contrôle social est très présent	X	
le lien social émane de la proximité sociale	X	
les fonctions sociales sont peu différenciées	X	
la « division du travail » est forte		X
le groupe prime sur l'individu	X	

Exercice 2

1- C'est la solidarité mécanique qui semble primer chez les élèves. Dans le cadre d'une sanction infligée à l'un de leurs camarades, leur premier réflexe est de situer l'individu concerné dans le groupe : il est un des « nôtres ». C'est donc la ressemblance qui compte pour ces jeunes élèves. Ils se sentent plus proches, plus solidaires de ceux qui leur ressemblent, quoiqu'ils aient fait ou presque.

2- Ce n'est pas la faute commise qui compte mais la proximité entre le fautif et le groupe. Le jugement que les élèves porteront sur le « coupable » tient d'abord compte de leur relation à cet élève : fait-il partie du groupe (la classe, le lycée ...) ? La faute commise n'est pas analysée en tant que telle. S'il fait partie du groupe, il ne doit pas être dénoncé.

Vers le bac : Dissertation

SUJET : Vous analyserez les effets du chômage sur les modalités de l'intégration sociale.

Plan :

1- Une fragilisation du statut salarial

A- Les rôles intégrateurs attendus du travail (accès à un statut, un rôle, une identité sociale, un sentiment d'utilité sociale ...)

B- Effets du chômage et de la précarité : perte d'identité sociale et disqualification (doc 3)

2- Des liens sociaux plus distendus

A- Un processus de désaffiliation (doc 1, 2) : repli sur soi et exclusion

B- Des solidarités qui dépendent des statuts sociaux (Doc 4)

La conflictualité : pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?

EXERCICE 1

Le plan 1 est hors-sujet.

Le plan 2 ne traite le sujet que dans sa deuxième partie.

Le plan 3 convient au sujet.

EXERCICE 2

Le sujet 1 ne convient pas car il délimite un champ de réflexion trop étroit par rapport au plan proposé.

Le sujet 3 ne convient pas car il appelle une réponse dialectique (oui... mais...) contrairement au plan proposé.

Le sujet 4 ne convient pas car le plan porte sur les conflits, pas sur la classe ouvrière.

Le sujet 2 est le bon.

EXERCICE 3

1) Une des raisons pour lesquelles le syndicalisme est en crise en France, c'est la hausse du chômage : se mobiliser est devenu difficile pour de nombreux salariés craignant de perdre leur emploi (et de ne pas en retrouver), ce qui produit des incitations à se comporter comme passager clandestin en cas de conflit social.

2) Les Nouveaux Mouvements Sociaux se distinguent des conflits traditionnels du travail dans la mesure où leurs revendications concernent moins le partage des richesses de la production que la défense de valeurs qui sont au fondement de l'identité des individus et des groupes sociaux (écologie, féminisme, etc.), dans la mesure aussi où les organisateurs de ces mouvements ont développé des formes d'action spectaculaires susceptibles d'attirer l'attention des médias pour s'installer dans le débat public.

3) La moyennisation de la structure sociale a rendu moins centrale et moins homogène la classe ouvrière française, entraînant une transformation des conflits du travail plutôt que leur disparition.

4) Les syndicats de salariés ont parfois été critiqués pour ne pas avoir su prendre en compte avec force les revendications des chômeurs et autres individus en situation d'exclusion du marché du travail, de sorte que les mobilisations de chômeurs et autres précaires (dont les stagiaires) jouent un rôle d'intégration de ces exclus au débat public.

5) Dans l'analyse de Karl Marx, la lutte des classes constitue un des principaux moteurs du changement social, en opposant les capitalistes aux prolétaires, mais cette lutte n'est plus circonscrite aux usines et fait souvent appel désormais à la médiation de l'État, qui reconnaît les syndicats comme des partenaires sociaux (institutionnalisation des syndicats), et que l'on tente d'influencer par la mise en place de *lobbies* industriels par exemple.

EXERCICE 4

	V	F
Les conflits du travail sont moins nombreux en France depuis les années 1970.	x	
Un débrayage est une grève de longue durée.		x

Les syndicats sont autorisés en France depuis la Révolution française.		x
Les Nouveaux Mouvements Sociaux sont apparus dans les années 1990.		x
Le taux de syndicalisation en France varie entre 10 et 15% depuis les années 1980.		x
Selon Karl Marx, il existe deux grandes classes sociales, les capitalistes et les bourgeois.		x
Selon Emile Durkheim, l'éloignement croissant entre les employeurs et leurs salariés augmente le risque de conflit social.	x	
La précarisation du travail joue un rôle positif sur l'adhésion des salariés à un syndicat.		x
Les nouveaux mouvements sociaux coexistent avec les conflits du travail traditionnels.	x	
Selon Mancur Olson, il n'y a pas de conflits sociaux possibles.		x

EXERCICE 5

1) Dans les deux exemples du texte, les acteurs mobilisés ne sont pas des salariés mais des associations de citoyens ou professionnelles qui tentent d'influencer les décisions politiques dans un sens conforme à leurs valeurs.

2) Le mouvement pro-vie s'oppose au droit à l'avortement obtenu par les mouvements féministes à partir des années 1970. Cet exemple montre qu'un mouvement social peut revendiquer le retour à un état antérieur des normes sociales. Il n'y a pas de lien mécanique entre mouvement social et changement social : un mouvement social peut viser le maintien des structures sociales et des normes plutôt que leur transformation.

3) Dans le deuxième exemple, des associations professionnelles et des syndicats d'employeurs se mobilisent pour influencer le législateur et limiter la suppression de certaines niches fiscales. Cette mobilisation ne prend pas la forme de grèves ou de manifestations dans la rue car les acteurs concernés ne sont pas suffisamment nombreux. Elle prend la forme de mails, de courriers et d'échanges visant à influencer les décideurs politiques. C'est une action de type *lobbying*, caractéristique des acteurs sociaux structurellement proches des lieux de pouvoir par leur position dans l'échelle sociale et par leurs origines et études communes.

VERS LE BAC

Partie 1 : Mobilisation des connaissances (6 points)

- 1- Un syndicat de salariés est une association dont l'objectif est la défense des intérêts des salariés face aux employeurs. Les principaux syndicats en France sont la CGT, FO et la CFDT. En France, les syndicats sont autorisés depuis la Troisième République (loi Waldeck-Rousseau de 1884). La liberté syndicale est inscrite dans la Constitution française à partir de 1946, la présence syndicale dans les entreprises est renforcée après mai 68 (création de sections syndicales dans les entreprises) puis par les lois Auroux en 1982 (obligation annuelle de négocier, droits d'expression et de retrait des salariés, création des comités d'hygiène et de sécurité...). Les syndicats, désormais institutionnalisés, sont devenus des partenaires sociaux, contribuant à une certaine pacification des conflits (en comparaison avec les conflits meurtriers du 19^e siècle). Ils interviennent à la fois sur le plan économique, dans les négociations portant sur les salaires en particulier, mais aussi sur les conditions d'embauche et de travail ; ils gèrent patitairement avec les représentants des employeurs les organismes de Sécurité sociale ; enfin ils siègent dans les Conseils de prud'hommes qui règlent les litiges entre employeurs et salariés. Les syndicats interviennent par le biais de la négociation collective, n'usant d'autres moyens (comme l'appel à la grève) que pour les moments forts des mobilisations et dans des conditions fortement contraintes par la loi.
- 2- Dans une première approche, on peut considérer que mouvement social est synonyme de conflit

social : c'est une forme d'action collective mobilisant de manière délibérée un groupe social cherchant à défendre ses intérêts matériels ou moraux, et cette action est tournée contre un autre groupe social (éventuellement l'État), défendant des intérêts opposés. Depuis les années 1970, sous la plume d'Alain Touraine, l'expression a cependant pris un autre sens, plus global, puisqu'elle désigne une action collective qui s'appuie sur le dépassement de revendications particulières à un groupe donné pour viser une transformation générale de la société (ce que Touraine identifie comme le principe de « totalité » du mouvement social). Toujours d'après Touraine, le « vieux » mouvement ouvrier aurait été remplacé, comme source de changement social, par l'ensemble des « Nouveaux Mouvements Sociaux » à partir des années 1970.

Partie 2 : Etude d'un document (4 points)

Ce document est issu de « l'enquête Réponse » de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, rattachée au Ministère du Travail. Cette enquête porte sur l'évolution quantitative et qualitative des conflits au sein des entreprises françaises de plus de 20 salariés entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2000. Contre certaines idées reçues qui voudraient que les conflits sociaux sont en voie de disparition, on constate que la conflictualité dans ces entreprises est en hausse : la part des entreprises ayant connu un épisode de conflit augmente souvent de plus de 10 points entre les années 1996-1998 et les années 2002-2004. Plus la taille (en nombre de salariés) des entreprises augmente, plus la survenue d'un conflit est probable : moins d'un quart des entreprises de 20 à 49 salariés étaient concernées en 2002-2004, contre les trois quarts de celles de 500 salariés ou plus (seulement les deux tiers en 1996-1998). Cette conflictualité plus importante s'accompagne également d'une présence syndicale (via le délégué syndical) plus fréquente sur le lieu de travail, témoignant de la poursuite du mouvement d'institutionnalisation des syndicats en France. Toutefois, ce document ne doit pas faire oublier que, premièrement, le syndicalisme reste en crise (le taux de syndicalisation des salariés stagne à 8% en France) et que, deuxièmement, sur le long terme, depuis les années 1970, la conflictualité mesurée par le nombre de Journées Individuelles Non Travaillées est tendanciellement en baisse. Dans cette enquête de la Dares, les tendances à la hausse proviennent en partie du fait que sont prises en compte des formes « légères » de conflits (débrayage, grèves du zèle, pétitions...) non comptabilisées dans les JINT.

Partie 3 : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points).

I – UNE PARTICIPATION QUI S'ACCROÎT ET SE DIVERSIFIE DANS SES PRATIQUES

- A) Un nombre de participants en hausse depuis les années 1980
- B) Des pratiques plus diversifiées

II – UNE PARTICIPATION QUI S'INTERNATIONALISE

- A) Internet et les réseaux sociaux : une caisse de résonance et une source de mobilisation
- B) L'internationalisation des syndicats en réponse à la mondialisation de la production

Regards croisés

Comment analyser et expliquer les inégalités ?

Document 1 :

- 1- variation en pourcentage : +9.21 ; +45.40 ; +47,60 variation en euros : +114 ; +36209 ; +401 018.
- 2- Ce sont ceux qui possèdent le patrimoine le plus important, qui ont vu leur patrimoine augmenter le plus fortement entre 2004 et 2010.

Document 2 :

Facteurs <u>positifs</u> expliquant le rapprochement du taux de chômage des femmes avec celui des hommes	Facteurs <u>négatifs</u> expliquant le rapprochement du taux de chômage des femmes avec celui des hommes
Le taux de chômage des femmes à diminué : -augmentation des emplois tertiaires, plus destinés aux femmes, même s'il s'agit de temps partiels contraints -augmentation du niveau de diplôme des femmes, même si les filières qu'elles choisissent sont moins prestigieuses.	Le taux de chômage des hommes à augmenté : -la crise économique a touché de plein fouet l'industrie et le bâtiment, où les emplois sont majoritairement masculins -la crise économique a d'abord fait disparaître les emplois intérimaires, majoritairement masculins.

VERS LE BAC

Sujet de dissertation : Comment ont évolué les inégalités depuis le milieu des années 1980 ?

- I. Une réduction globale des inégalités au sein des pays riches
 - 1) Une réduction des inégalités économiques à nuancer (document 1 et document 2)
 - 2) Cependant certaines inégalités sociales demeurent (document 3)
- II. Mais des inégalités qui restent fortes entre pays riches et pays pauvres
 - 1) Des inégalités de richesse
 - 2) Mais aussi des inégalités sociales importantes (document 4)

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?

VERS LE BAC

Première partie (6 points)

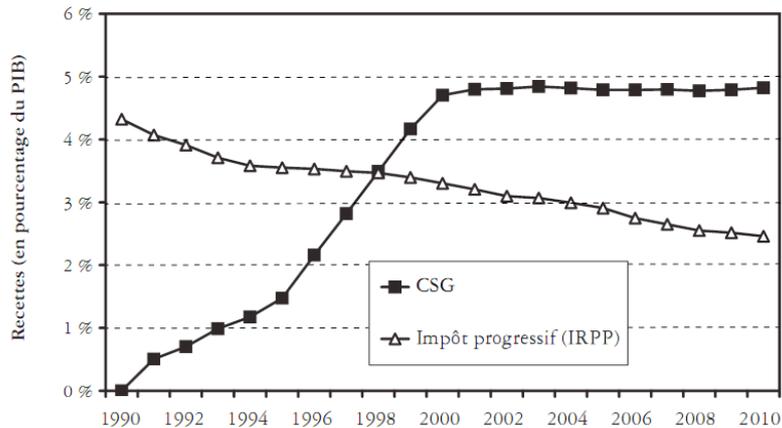
3- Égalité et équité sont-elles deux notions synonymes ?

Du point de vue de l'intervention redistributrice de l'État, il faut distinguer les deux termes. Traiter *également* les individus, c'est les traiter de manière identique. On peut donc dire qu'un impôt proportionnel comme la TVA est égalitaire : pour un bien ou un service donné, tout consommateur devra supporter la même contribution en valeur absolue. Toutefois, derrière l'égalité de traitement se profile une inégalité dans l'effort contributif, proportionnellement au revenu : pour un bien donné, la part de son prix correspondant à la TVA représentera une somme proportionnellement plus importante pour un ménage à bas revenu que pour un ménage à haut revenu. On désignera alors comme *équitable* les formes d'imposition ou d'intervention publique qui traitent les individus non pas de manière identique mais variables, selon leur situation sociale, économique... et cela en vue de diminuer les inégalités. Ainsi, l'IRPP, qui est un impôt progressif, n'est pas inégalitaire au sens où tous les ménages ne vont pas payer un montant identique mais variable et croissant en fonction du revenu. Autre exemple d'équité : les mesures de discrimination positive.

4- Le système de protection sociale français ne repose-t-il que sur une logique d'assurance ?

Le système de protection sociale français repose en grande partie sur une logique d'assurance : dans les années 2000, les deux tiers du financement de la sécurité sociale proviennent de cotisations payées par les individus, dans une logique corporatiste (les cotisations sont prélevées sur leur salaire brut) ; les prestations sociales versées aux assurés, couvrant les risques sociaux (maladie, accidents du travail, vieillesse, maternité, famille, ainsi que les allocations chômage versées par Pôle Emploi) relèvent à 90% du régime d'assurance. Cependant, depuis une trentaine d'années, la part du financement de la protection sociale financée par l'impôt (CSG, CRDS...), dans une logique universaliste, ne cesse d'augmenter, car la raréfaction de l'emploi (hausse du chômage, développement du travail précaire ou à temps partiel) ont créé des tensions dans le financement de type corporatiste, fondé sur le prélèvement sur les revenus du travail. En 2006, 21 milliards d'euros ont ainsi été versés aux ménages sous formes de minima sociaux, dans le cadre de l'aide sociale relevant d'une logique d'assistance.

Seconde partie (4 points)



Source : Pour une révolution fiscale, *Camille Landais, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, Seuil, 2011*

1- Quelle évolution du financement de la protection sociale en France est perceptible dans ce document ?

Ce document est issu du travail de *Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez*, trois économistes français spécialisés dans l'économie des inégalités, qui ont publié en 2011 un ouvrage intitulé *Pour une révolution fiscale*. On peut y lire le montant des recettes publiques de l'État français (exprimé en % du PIB français) en provenance de deux impôts, l'impôt sur le revenu des personnes physiques (créé en 1914) et la contribution sociale généralisée, créée en 1990. Au cours de la période 1990-2010, le montant prélevé au titre de l'IRPP n'a cessé de décroître en proportion du PIB : de 4,2% en 1990 à 2,5% en 2010 ; dans le même temps, le montant prélevé au titre de la CSG augmente fortement pendant les années 1990 et atteint 5% du PIB à partir du début des années 2000. En 1991, ces deux impôts représentaient un montant accumulé égal à 4,5% du PIB, contre 7,4% en 2010.

La mise en place de la CSG correspond à l'introduction dans le financement de la protection sociale française d'une logique d'assistance, universaliste, fondée non pas sur le prélèvement d'une partie des revenus du travail par le biais des cotisations, mais sur l'impôt. Contrairement à l'IRPP, les recettes tirées de la CSG, qui est aussi un impôt sur le revenu, sont par définition affectées au financement de la protection sociale. On peut préciser que, contrairement à l'IRPP, la CSG est un impôt proportionnel, et non progressif. Le système fiscal français est devenu dans l'ensemble assez peu progressif et donc assez peu redistributif : c'est la thèse des auteurs du livre et ce document en est une des preuves, qui les conduit à plaider pour une refonte de l'imposition sur le revenu, en fusionnant IRPP et CSG et en rendant cette dernière progressive.

Troisième partie (10 points)

SUJET : ANALYSEZ LA SITUATION DES POPULATIONS IMMIGRÉES EN FRANCE AU REGARD DES CRITÈRES DE LA JUSTICE SOCIALE.

DOCUMENT 1

Taux de réussite au bac selon l'origine familiale en France en 2002

	<i>Ensemble de la génération</i>	<i>Jeunes de la génération dont les parents n'ont pas le bac</i>
<i>Non immigrés</i>	64,2%	37%
<i>Parents immigrés d'Afrique subsaharienne</i>	55%	35%
<i>... du Maghreb</i>	50,8%	37%
<i>... du Portugal</i>	51,3%	38%
<i>... d'Asie du Sud-Est</i>	66,8%	42%

Les bacheliers du panel 1995 : évolution et analyse des parcours. Note d'information n°10.13. Ministère de l'éducation, septembre 2010.

Document 2

Catégories de ménages	Taux de pauvreté
Ménages immigrés	15%
... dont ménages en provenance d'Europe	9,5%
... dont ménages en provenance du Maghreb	22,6%
... autres pays	16%
Ménages non immigrés	5,6%
Ensemble des ménages français	6,2%

Source : Insee-DGI, enquête Revenus fiscaux, 2001

Document 3

Nombre moyen de candidatures pour obtenir un entretien d'embauche, selon le profil du candidat et de l'emploi

	Comptables	Serveurs
Nationalité marocaine, nom et prénom à consonance marocaine	277	21
Nationalité française, nom et prénom à consonance marocaine	54	17
Nationalité française, nom à consonance marocaine et prénom à consonance française	23	9
Nationalité française, nom et prénom à consonance française	19	6

Source : Centre d'analyse stratégique, Université d'Évry, 2006. Enquête réalisée par *testing*.

I – LES IMMIGRÉS EN FRANCE : UNE POPULATION SOCIALEMENT DOMINÉE...

A) Une inégalité des chances entre immigrés et non immigrés

- 1) Sur le plan scolaire
- 2) Sur le plan du niveau de vie

B) Les immigrés : une population discriminée à l'embauche

II – ... DANS DES PROPORTIONS QU'IL FAUT CEPENDANT NUANCER

A) Les inégalités de réussite scolaire s'expliquent bien davantage par le niveau de diplôme des parents que par leur statut « immigré » ou « non immigré »

B) Au sein des populations immigrées, les situations sont fortement contrastées selon le pays d'origine

Comment s'articulent marché du travail et organisation dans la gestion de l'emploi ?

Introduction

Dans une société en majorité salariale comme la notre, les inégalités de salaires recouvrent en grande partie bien qu'imparfaitement les inégalités de rémunération. Stars du football, patrons du CAC 40 affichent des rémunérations que la majorité des salariés proches du SMIC ont du mal à concevoir.

Faut-il s'en remettre face à ces inégalités à une forme de justice « naturelle » résultant du jeu de la libre concurrence qui fixerait les salaires au niveau du mérite de chacun ? Ne peut-on pas au contraire considérer que ces « lois naturelles » du marché sont d'abord affaire de convention sociale voire le résultat de rapports de force qui se jouent dans nos sociétés ?

Le salaire se fixe sur le lieu de production et revêt donc une dimension économique (I) mais il est un élément essentiel du statut social et ne peut donc être indépendant des normes et de valeurs de la société dans laquelle il est versé (II)

I) Le salaire est une question d'économiste.

A) Le salaire reflèterait la capacité contributive de chacun.

- Le salaire selon les économistes néoclassiques se fixe sur le marché du travail. Sur ce marché s'échangent un service contre rémunération. Le salarié offre son travail tandis que l'employeur le demande. L'employeur est prêt à payer un service tant qu'il produit en échange un bien ou un service dont la valeur est au moins équivalente à cette paye. A court terme, l'embauche de salariés successifs se traduit pas une productivité du dernier arrivé de plus en plus faible. Le salaire proposé pour embaucher le salarié supplémentaire diminue donc. De son côté, le salarié accepte de travailler au terme d'un arbitrage travail-loisir propre à chacun. Tant que le salarié considère que le niveau de vie que lui procure le salaire vaut la perte de loisirs lié au travail, il acceptera de travailler (ou travailler davantage).

Ces économistes considèrent donc que le salaire résulte d'une entente de gré à gré entre un employeur et son employé où chacun trouve avantage dans l'échange (service contre salaire). Dans ces conditions, chaque salaire a été accepté, et chaque salaire vaut le service rendu. Par conséquent, les écarts de salaires reflètent l'inégal talent, l'inégal mérite qui caractérise notre société.

- Les hypothèses dans ce raisonnement sont celles de la concurrence pure et parfaite. Ainsi l'employeur sait exactement ce que chaque salarié va lui apporter dans son entreprise, il connaît déjà la production qu'il va vendre et à quel prix, les différents salariés sont interchangeable facilement...

En réalité, cette série d'hypothèse simplifie à outrance le fonctionnement du marché du travail, en ramenant les échanges entre employeurs et employés à une « simple » question du salaire réel. Même en imaginant qu'une entreprise soit capable de prévoir la production qu'elle va écouler dans l'année, il reste à expliquer comment le travail d'un salarié inséré dans un ou des équipes de travail peut être évalué. Combien vaut le travail d'une hôtesse de l'air en plus sur une ligne aérienne très fréquentée ? Combien vaut un arrière droit au sein d'un grand club de football ?

B) Une réalité plus complexe

- Des inégalités de salaires peuvent ne pas refléter les différences de capacité contributive.

Doc1 ce document explique que l'augmentation des salaires des patrons des entreprises du CAC 40 a été de 24 % entre 2009 et 2010. Doit-on penser que durant cette période les patrons ont augmenté leur productivité de 24 % ?

Doc 3 les inégalités de salaires entre hommes et femmes dépendent visiblement du secteur d'activité. Tout ce passe comme si la faible présence des femmes dans un secteur devait se payer par un salaire nettement plus

faible que celui des hommes. Les femmes seraient-elles plus productives lorsqu'elles travaillent avec d'autres femmes ?

D'autres explications sont nécessaires

- en considérant que le salaire résulte d'une négociation entre l'employeur et l'employé, il faut admettre que si les salaires sont différents cela peut résulter d'un pouvoir de négociation différent. Ainsi, l'employeur aura un pouvoir de négociation d'autant plus fort qu'il pourra facilement remplacer le salarié. Cela permet d'expliquer la tendance à la baisse des salaires en période de fort chômage, ou le fait que plus le salarié dispose d'une qualification rare, plus son salaire sera élevé.

De son côté, l'employé par son investissement peut se rendre « indispensable » et ainsi peut se permettre d'être plus exigeant au moment de négocier son salaire.

- Il faut par ailleurs considérer que l'employeur ignore réellement ce que chaque salarié peut vraiment apporter à son entreprise. Il peut alors être rationnel du point de vue de l'employeur de proposer un salaire plus élevé pour l'inciter à donner le maximum. Ce calcul peut être renforcé pour des salariés ayant des qualifications rares, ou bien dans le cadre d'une organisation du travail de type fordiste. C'est semble-t-il, une partie du calcul que fait H. Ford lorsqu'il annonce le « five dollars Day » (doc 2)

Alors qu'en théorie chaque salarié est un acteur du marché du travail qui subit « la loi du marché » il en est pour qui le salaire est « à prendre ou à laisser » alors que d'autres obtiennent des salaires mirobolants. Les déterminants économiques existent bel et bien, un grand club aura les moyens de mieux payer ses joueurs, mais ils semblent en partie éloignés du raisonnement néoclassique.

II) Le salaire a une dimension sociale.

A) Le salaire est une norme sociale.

- Le salaire traduit une certaine forme de reconnaissance sociale.

Le salaire reflète le statut de chacun : type d'entreprise dans laquelle on travaille, secteur d'activité, type d'école que le salarié a suivi... le salaire traduit le statut social de l'individu ou du groupe auquel il appartient. Cette norme peut d'ailleurs prendre une forme institutionnalisée comme dans le cas du SMIC. Cette situation pousse les salariés à observer de près leur salaire relatif comme l'avait remarqué J.-M. Keynes. Le problème étant alors de fixer son salaire en fonction des autres. Ainsi, une augmentation du SMIC rapproche les « bas salaires » des autres salariés et remet en cause le statut de ces derniers. Cela peut pousser les salariés à renégocier leur salaire afin de ne pas devenir « smicards ».

Les écarts tolérés entre salariés sont fonction du pays et de l'époque. La tolérance en matière d'inégalités salariales est plus marquée aux Etats-Unis qu'en Europe par exemple et illustre ainsi le fait que la fixation des salaires répond à des normes sociales.

- D'une manière générale, le salarié s'attend à un certain salaire. Il se fixe un salaire de « réservation » en fonction de ce à quoi il peut s'attendre. Ayant suivi telle ou telle école, il « sait » pouvoir attendre de la part de ses futurs employeurs un salaire compris dans une fourchette largement diffusée par l'école elle-même, ou des journaux spécialisés. Cette dimension conventionnelle permet d'expliquer les écarts de salaires constatés entre les secteurs à dominante féminine et les secteurs à dominante masculine (doc 3). Cette hiérarchie entre les salaires masculins et ceux des femmes est pour une large part convenue.

Le salaire revêt donc une dimension sociale, mais comme toutes les normes, il va évoluer, et peut être remis en cause.

B) Le salaire peut en partie être le produit d'un rapport de force.

- Il se joue entre les grands patrons et leur actionnariat un jeu qui s'apparente à un rapport de force. Selon le pays, le poids des actionnaires peut être beaucoup plus marqué. J. K. Galbraith en son temps avait montré que parfois dans les grandes entreprises la « technostructure » pouvait prendre le dessus et conduire à des augmentations de rémunérations détachées des performances des entreprises. Le poids des actionnaires s'est

renforcé depuis les années 80 et parfois les statuts de l'entreprise permettent de lier la rémunération des grands patrons aux résultats des entreprises (cas du gérant de Michelin. Doc 1).

- La contestation des salariés peut prendre des formes individuelles et larvées : à payer faiblement ses salariés, une entreprise s'expose à un turn over élevé, du coulage, à un manque d'enthousiasme qui va limiter la productivité de la firme.

Mais la contestation peut prendre des formes collectives qui vont s'institutionnaliser au fil du temps. La grève est l'instrument type de l'action revendicative des salariés en France, la négociation collective est plutôt pratiquée au Japon. Ces négociations peuvent être menées au niveau de l'entreprise, au niveau d'un secteur voire au niveau national. Des conventions collectives peuvent être signées et parfois étendues à toutes les entreprises du secteur. Le rapport de force dépendra de la situation économique d'ensemble (chômage) ou de la capacité de nuisance d'une profession et d'une certaine façon, l'employeur « achète » la paix sociale par le biais d'augmentation de salaires.

Conclusion

Les salaires se déterminent en grande partie sur des bases économiques : les salaires pratiqués dans les pays riches sont sans commune mesure avec ceux pratiqués par les pays en développement. Pourtant, à niveau de vie équivalent on peut constater de grandes différences de salaires et ce malgré une mondialisation avancée. Ce caractère national de la fixation des salaires semble indiquer qu'une partie importante de la fixation des salaires dépend de facteurs culturels et sociaux propres à chaque société. L'invocation de lois naturelles du marché pourrait alors n'avoir que valeur incantatoire.

Quelles politiques pour l'emploi ?

Exercice 1 : Indiquez si les informations suivantes sont vraies ou fausses et justifiez votre réponse

Remarque : Toutes les réponses ne figurent pas dans le cours.

Propositions	Vrai	Faux	Justifiez votre réponse
1. Le taux de chômage aux États-Unis était de 5 % à la fin de l'année 2009 ?		x	Il se situait à 10 % (Cf. doc 2)
2. En général, les administrations, en période de crise, tendent à maintenir voire à renforcer l'emploi public ?	x		Dans ce cas, l'administration exerce un rôle d'amortisseur de crise. (Cf. doc 5)
3. D'après l'OFCE, la majorité des chômeurs, en 2007 était considérée comme pauvre ?		x	Ces chômeurs étaient à plus d'un tiers pauvres (Cf. doc8)
4. Tous les exclus sont nécessairement pauvres ?		x	Une personne riche peut s'exclure d'elle-même d'un groupe...
5. Robert Castel explique l'exclusion sociale par la concurrence internationale grandissante ?		x	Elle émane plutôt d'un processus cumulatif...
6. Simon Wuhl explique l'exclusion sociale par les rigidités fordistes ?	x		D'après ce sociologue et juriste, l'exclusion est liée étroitement aux limites de ce mode de régulation...
7. Les formes particulières d'emploi représentent, en 2007, environ un tiers de l'ensemble des emplois ?		x	Plutôt environ 15 % (Cf. doc 21)
8. Environ 30 % des femmes actives occupées étaient à temps partiel en 2007 ?	x		Les femmes constituent, volontairement ou non, la majorité des emplois à temps partiels.
9. Le taux de chômage, en Allemagne, est resté stable entre le premier trimestre de l'année 2008 et le dernier de l'année 2009 ?	x		Il s'est maintenu au taux de 8,1 % (Cf. doc 2)
10. En 2010, le nombre de chômeurs inscrits au Pôle emploi en catégorie A dépassait les 3 millions ?		x	Il était légèrement inférieur à 2 725 200 (Cf. doc 7)

Exercice 2 : À partir des définitions suivantes, retrouvez les concepts correspondants.

Définitions	Concepts
1. Recours aux services d'entreprises extérieures	a. Flexibilité numérique ou quantitative
2. Ajustement du volume de travail à la production	b. Externalisation
3. Polyvalence des salariés	c. Flexibilité salariale
4. Variation des rémunérations en fonction de la conjoncture	d. Flexibilité fonctionnelle ou qualitative
5. Ajustement du volume d'heures en fonction des besoins	

Réponses : (5 ; a) (1 ; b) (2 ; a) (3 ; d) (4 ; c)

Exercice 3 : Le marché du travail et le chômage

On suppose que l'offre de travail est une fonction croissante du salaire réel et la demande de travail, une fonction décroissante de ce même salaire réel.

On suppose que le marché du travail constitue le lieu de rencontre de l'offre et de la demande.

1. Que représentent l'offre et la demande de travail ? Explicitez votre réponse.

L'offre de travail correspond aux travailleurs qui souhaitent offrir leurs capacités à travailler, qu'ils soient actifs occupés ou inoccupés.

La demande de travail désigne le volume d'emplois proposé par les employeurs.

2. Que représente le salaire réel ?

Le salaire réel désigne le pouvoir d'achat c'est-à-dire la capacité d'un salaire à se procurer des biens et des services. Il se détermine en déflatant le salaire nominal, entre deux dates (Δ Salaire nominal/ Δ des prix).

3. Quel cadre théorique correspond à cette vision du marché travail ?

Il s'agit du cadre néoclassique qui considère le marché du travail à l'image de n'importe quel marché de marchandises où le prix (ici le salaire, précisément réel) résulterait de la confrontation entre l'offre et la demande.

4. Représentez graphiquement les courbes d'offre et de demande de travail. Que représente le point d'intersection (E) ?

Cette représentation correspond à celle qui figure déjà ci-dessous. Le point E correspond à l'équilibre de ce marché résultant de la confrontation entre la courbe d'offre et la courbe de demande. Dans le modèle néoclassique, on considère, à ce niveau, que les offreurs et les demandeurs sont satisfaits.

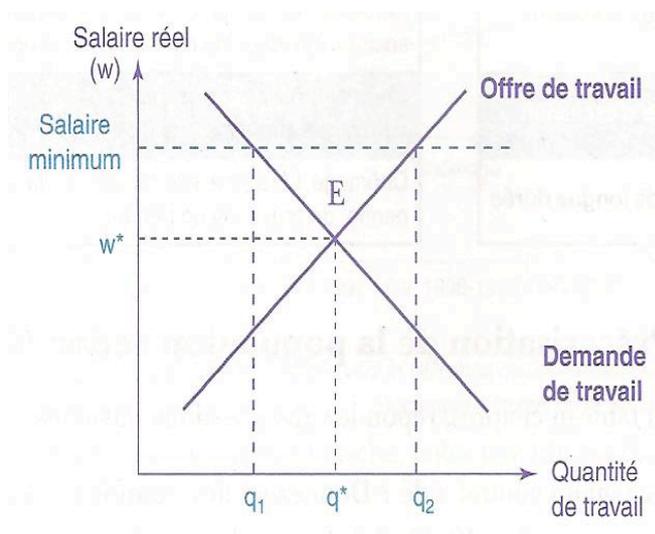
5. Comment les néoclassiques expliquent-ils le chômage ? Que représente pour eux un salaire minimum ?

Le chômage serait essentiellement un chômage volontaire puisqu'au niveau d'équilibre, les offreurs se retirent volontairement considérant que le prix du travail réel proposé est inférieur au niveau auquel ils sont prêts à travailler (salaire dit de réserve ou de réservation). Cependant, lorsque ce marché subit la présence de rigidités, provenant notamment de l'État, un chômage supplémentaire apparaît...

Le salaire minimum fait partie de ces rigidités puisque le marché pourrait être naturellement équilibré à un niveau inférieur, ce qui contraint l'employeur et explique une faible embauche, renforcée par des *trappes à inactivité*, en raison de la présence fréquente d'allocations chômage ou d'aides sociales désincitatives à la recherche d'emploi...

6. À l'aide du graphique ci-dessous, montrez pourquoi le salaire minimum pénalise la fluidité de ce marché.

On constate bien, à l'aide de ce graphique, que le point d'équilibre, en dehors d'une quelconque rigidité, se situe au point E correspondant à niveau du salaire réel W^* . L'introduction d'un salaire minimum entraîne sur ce marché un déséquilibre puisque, à ce niveau, on note une quantité demandée de travail égale à q_1 et une offre de travail égale à q_2 , la différence correspondant au chômage que l'on peut associer à un coût du travail supérieur à ce que le marché impose naturellement...



Exercice 4 : À l'aide du tableau suivant, vous vérifierez si les propositions suivantes sont justes et vous justifierez vos réponses.

1- Le taux de chômage a progressé en France de 1,4 % entre 1990 et 2010 ?

Faux

Puisque vous comparerez deux taux, il faut estimer cet écart en points de pourcentage. La réponse était donc 1,4 point de pourcentage.

2- En 2010, sur 100 jeunes de 15 à 24 ans, en moyenne, 23,3 étaient au chômage ?

Faux

La phrase est inexacte puisqu'il s'agit de 100 jeunes actifs de 15 à 24 ans...

3- En 2010, ce sont les personnes de plus de 50 ans qui présentent le taux de chômage le plus faible ?

Vrai

En effet, en 2010 ce sont bien les actifs de plus de 50 ans qui présentent le taux de chômage le plus faible, en l'occurrence 6,3 %.

4- Sur l'ensemble de la période, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à être au chômage ?

Faux

Elles sont plus nombreuses jusqu'en 2008, cela n'est pas vérifié pour les années 2009 et 2010.

5- Le taux de chômage de l'ensemble de la population représente la moyenne arithmétique du taux de chômage des femmes et des hommes ?

Faux

Cela n'a pas de sens car le nombre d'hommes et de femmes au chômage n'est pas identique.

6- En 2010, la population active totale était de 28 430 108 personnes ?

Vrai

Pour retrouver la réponse, en l'occurrence juste, il faut partir du calcul du taux de chômage. On rappelle qu'il s'obtient par le rapport entre la population active inoccupée (chômeurs) et la population active totale.

7- Entre 1990 et 2010, le taux de chômage est passé d'un indice 100 à un indice égal à 117,8 ?

Vrai

Pour retrouver la réponse, en l'occurrence juste, il faut partir du calcul de l'indice : $(9.3/7.9) \times 100 = 117.8$

8- La variation absolue du nombre de chômeurs entre 2009 et 2010 était de 67 ?

Faux

La réponse ne correspond pas à 67 mais à 67 000...

9- En moyenne par an, le nombre de chômeurs entre 1990 et 2010, a progressé de 1,42 % ?

Vrai

On vérifiera la validité du résultat par le calcul du taux de croissance annuel moyen : $(2644/1995)$ élevé à la puissance 1/20 puis multiplié par 100.

10- Le taux d'accroissement global du taux de chômage entre 1990 et 2010 était égal à 1,4 point de pourcentage ?

Faux

Il s'agit tout simplement du calcul du taux de variation dont le résultat est fourni en pourcentage.

$$(9,3 - 7,9 / 7,9) \times 100 = 32,53 \%$$

Exercice 5 : Analyse d'un texte portant sur la flexibilité

La conclusion fondamentale de l'étude [...] de l'OCDE est énoncée en termes généraux : la cause principale de l'apparition de la persistance d'un chômage élevé est l'incapacité des économies des sociétés de l'OCDE de s'adapter rapidement et de manière innovatrice aux mutations structurelles rapides qui s'opèrent dans le monde.

Ce diagnostic global se traduit par des propositions qui ont été ensuite déclinées dans des recommandations pour chaque pays membre qui vise, pour l'essentiel, à accroître la flexibilité du marché du travail :

- *accroître la flexibilité des salaires et des coûts de main-d'œuvre ;*
- *réformer l'assurance-chômage et les prestations connexes pour réduire la désincitation au travail ;*
- *accroître la flexibilité du temps de travail et assouplir les dispositions relatives à la sécurité de l'emploi ;*
- *accroître l'efficacité des mesures actives du marché du travail pour inciter à la recherche d'un emploi normal dans le secteur marchand.*

Jacques Freyssinet, *Rapport moral sur l'argent 2001*, repris dans Problèmes économiques numéro 2759, 1er mai 2002.

1- Proposez une définition de la flexibilité du marché du travail.

À l'aide du texte fourni, on peut proposer la définition suivante : Capacité d'un marché du travail à s'adapter rapidement et de manière innovatrice aux mutations structurelles qu'il rencontre.

2- Quelle théorie économique estime que le chômage s'explique principalement par les rigidités du marché travail ? Expliquez.

Il s'agit de la théorie néoclassique qui, au-delà de l'interprétation de chômage volontaire, constate une présence croissante de rigidités (telles que le salaire minimum, les aides sociales, les allocations chômage, le poids des syndicats, le poids des charges sociales...) empêchant le salaire réel d'opérer son rôle d'ajustement de ce marché entre les offres et les demandes de travail

3- Explicitez chaque forme de flexibilité à l'aide d'un exemple concret.

La flexibilité des salaires consisterait à remettre en cause le contrat de travail obligeant l'employeur à ne pas descendre, par exemple, sous un salaire minimum, comme le SMIC en France.

Réformer l'assurance-chômage consisterait à réduire, tant que faire se peut, cette disposition de la sécurité sociale. Elle serait une conséquence d'un arbitrage défavorable à la reprise de l'activité de la part du chômeur, surtout lorsque la rémunération proposée est faible.

Jouer sur la flexibilité du temps de travail, c'est remettre en question, par exemple en France, la loi sur les 35 heures.

Mettre en place des mesures actives sur le marché du travail consiste à limiter le plus possible les mesures passives basées sur des aides financières au profit de contrats aidés par l'État par exemple.

4- Quelles sont les principales conséquences de la flexibilisation du marché du travail sur les agents économiques participant à l'activité productive ?

En principe, la flexibilisation du marché du travail est censée favoriser l'employeur qui dispose ainsi de nombreux outils lui permettant d'adapter les facteurs de production aux besoins. Par contre, le salarié se retrouve davantage contraint en raison de la difficulté de connaître l'organisation de son emploi du temps, le niveau de sa rémunération, le type d'activité qui lui sera confiée...

Exercice 6 : À partir du dossier documentaire et des éléments du cours, remplissez le tableau de synthèse suivant.

Nature du chômage	Définition	Exemple historique	Politique économique appropriée	Exemple de politique économique employée
Chômage structurel	Chômage lié aux rigidités et frictions présentes sur le marché du travail	Maintien d'un chômage conséquent et chronique depuis la fin des 30 glorieuses	Mise en place d'une flexibilité accrue du marché du travail conseillée notamment par l'OCDE...	Arrivée des contrats précaires depuis la fin des années 70 (par exemple le CDD mis en place par le gouvernement Raymond Barre en 1978)
Chômage classique	Chômage lié aux dégradations des conditions de l'offre	La crise de 1973, 1974.	Politique visant à réduire les prélèvements obligatoires assumés par les entreprises.	Exonérations de charges sur les bas salaires (par exemple politique menée par Édouard Balladur en 1993)
Chômage keynésien	Chômage lié aux contraintes pesant sur la demande	La crise de 1929	Politique de relance basée par exemple sur une augmentation sensible des salaires les plus bas.	Augmentation conséquente du SMIC en 1981

Exercice 7 : Exercice à trous à partir d'un texte du sociologue du travail Serge Paugam.

Remplacez les termes suivants : *la reconnaissance matérielle et symbolique ; l'intégration professionnelle ; précaire ; précarité du travail ; reconnu ; le contrat de travail ; précarité de l'emploi*

Le salarié est ... *précaire*.....lorsque son travail lui semble sans intérêt, mal rétribué et faiblement ... *reconnu*.....dans l'entreprise.

Puisque sa contribution à l'activité productive n'est pas valorisée, il éprouve le sentiment d'être plus ou moins inutile. On peut parler alors d'une ... *précarité du travail*.....

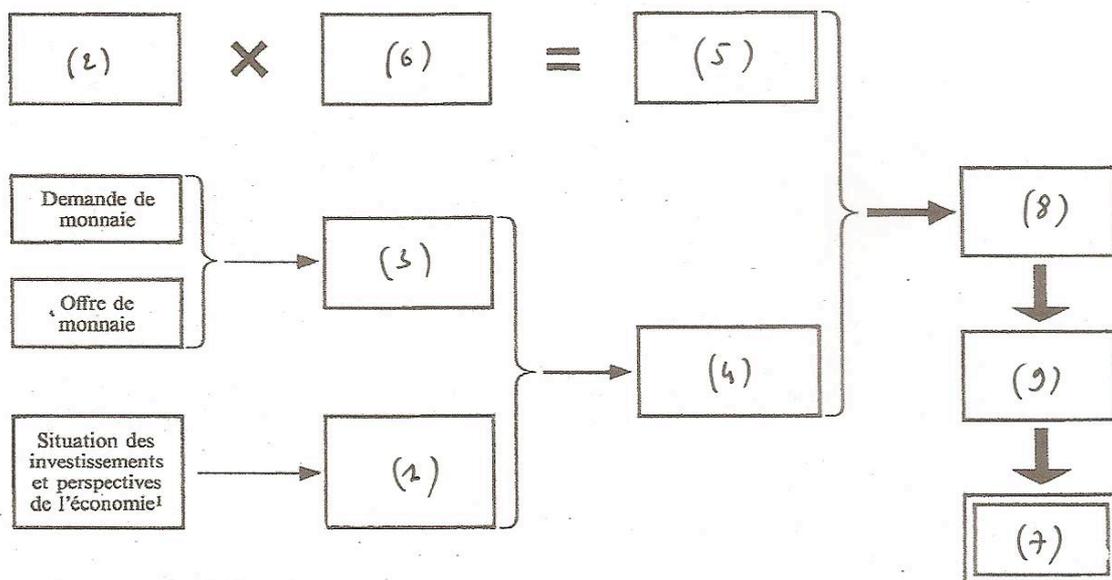
Mais le salarié est également précaire lorsque son emploi est incertain et qu'il ne peut prévoir son avenir professionnel. C'est le cas des salariés dont ... *le contrat de travail*.....est de courte durée, mais aussi de ceux pour lesquels le risque d'être licencié est permanent. [...] On peut parler dans ce cas d'une ... *précarité de l'emploi*.....

Puisque le rapport au travail et le rapport à l'emploi constituent deux dimensions distinctes de *l'intégration professionnelle...*, aussi fondamentales l'une que l'autre, on a défini le type idéal de l'intégration professionnelle comme la double assurance de ... *la reconnaissance matérielle et symbolique.....* du travail et de la protection sociale qui découle de l'emploi.

Source : Serge Paugam, communication présentée aux huitièmes journées de sociologie du travail, Aix-en-Provence, 22 juin 2001.

Exercice 8 : À l'aide des notions suivantes, vous remplissez le schéma keynésien¹ explicatif du niveau de l'emploi.

(1) Revenus escomptés des investissements ; (2) revenu des familles ; (3) taux d'intérêt ; (4) niveau de la demande d'investissement ; (5) niveau de la demande de consommation ; (6) propension à consommer ; (7) niveau de l'emploi ; (8) niveau de la demande effective ; (9) niveau de la production.



¹ Schéma provenant de l'ouvrage publié par Michael Stewart : *Keynes*, Editions du Seuil en 1967

Vers le Bac

Sujet de dissertation : Chômage et politiques économiques

Remarques sur le sujet :

La formulation du sujet ne permet pas une structure s'imposant spontanément, parmi les différents modes d'appréhension de la problématique, je vous propose un plan en deux parties.

La première insistera sur le chômage classique et la politique de l'offre qui lui est associée.

La seconde soulignera plutôt les liens entre le chômage keynésien et la politique de la demande.

Les documents fournissent une information importante mais non suffisante dans l'optique du baccalauréat...

Introduction

A l'évidence, le retour d'un chômage à la hausse en Europe, dans le cadre d'une Union européenne marquée par l'appartenance à l'euro de certains pays, interroge de nombreux experts sur les modalités d'action de la politique économique. Certains Etats ont en effet perdu leur souveraineté monétaire, d'autres non, sachant que les dettes publiques sont croissantes pendant que le budget propre à l'UE demeure bien faible (environ 1 % du PIB de l'UE).

Les débats portent principalement sur les modalités d'action de la politique économique sous la contrainte européenne en général et budgétaire en particulier.

Nous proposons dans un premier temps d'aborder l'approche classique du chômage s'évertuant à réclamer une politique de l'offre, plutôt basée sur l'austérité. Dans un second moment nous privilégieront l'approche de la demande axée plutôt sur la relance.

I Le chômage classique nécessite une politique de l'offre

A. Un constat (cf. doc 3)

Force est de constater que depuis 2008, à la suite de la crise financière *des subprimes* qui s'est transformée progressivement en une crise des dettes publiques particulièrement vive en Europe, le chômage est généralement orienté à la hausse (on rappelle qu'en France, il n'a cessé d'augmenter sur les 12 derniers mois), à l'exception notoire de l'Allemagne dont le taux se rapproche des 6 % après avoir culminé à plus de 9 % en 2007...

Ce document évoque sa progression en tout en indiquant une certaine stabilisation sur la fin de la période (au premier trimestre 2011 d'après Eurostat).

B. La problématique du coût du travail (cf. doc1)

Pour beaucoup d'analystes, principalement d'obédience libérale, s'il est vrai que le chômage actuel doit beaucoup aux difficultés de sortie de crise, il s'explique néanmoins toujours par un coût du travail excessif comparativement notamment aux pays émergents.

En 2008, par exemple, le coût du travail horaire dans l'industrie représentait environ 5 % du coût Français en Chine alors qu'il était plus faible d'environ 20 % en 2009 aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Japon et en Espagne.

La lecture de ces données semble corroborer l'hypothèse libérale et patronale abondant dans le sens d'un chômage provenant d'un manque de compétitivité coût. En ce sens, il faut réduire les prélèvements obligatoires à la charge des employeurs et donc favoriser l'offre... Beaucoup se souviennent des propos de l'ancien chancelier allemand Helmut Schmid en 1976 devant le Bundestag affirmant : *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.*

C. La flexibilité du marché du travail nécessaire pour réduire le chômage structurel (cf. doc 4)

Selon l'économiste Arnaud Parienty, *La flexibilité est la qualité première du capitalisme qui lui a permis d'échapper à la destruction. Au fil du temps et selon les sociétés, le capitalisme a su adapter ses institutions.*

Le caractère durable et massif du chômage depuis maintenant près de 40 ans dans de nombreux pays développés, à commencer par la France, proviendrait d'après les libéraux mais aussi d'après l'OCDE, d'un marché du travail trop rigide. Il convient donc de le flexibiliser en diminuant, tant que faire se peut, les réglementations telles que le salaire minimum, les allocations chômage, les lobbys syndicaux...

II Le chômage keynésien nécessite une politique de la demande

A. Les plans de relance (cf. doc 2 et doc 3)

Le numéro 359 des Cahiers français de novembre- décembre 2010 rappelle que dans la plupart des pays touchés par la crise financière les Etats ont décidé des plans de relance : *Les plans de relance ont été mis en place dans la quasi-totalité des pays touchés par la crise.* Par exemple les États-Unis ont décidé d'un plan de relance massive de plus de 800 milliards de dollars, *le plan britannique est principalement orienté vers le soutien au pouvoir d'achat des ménages.* [...] *La France privilégie le soutien aux entreprises.*

On s'aperçoit donc que la plupart des pays concernés n'ont pas hésité à recourir à la politique de relance keynésienne même si le contexte actuel soulève des tensions en Europe entre les partisans de la rigueur, à l'image de la chancelière Angela Merkel et ceux favorables à une relance concertée, à l'image de François Hollande...

Ceci étant, le document 3 semble indiquer un tassement dans l'évolution du taux de chômage, révélateur, peut-être, de certains effets vertueux liés à l'adoption de mesures de relance...

B. Une nécessaire rigidité du marché travail (cf. doc 4)

S'il s'avère important pour l'employeur de bénéficier d'une marge de manœuvre supplémentaire dans la gestion des facteurs de production et notamment du facteur travail afin d'assouplir le marché du travail, en situation de chômage, le maintien d'un cadre réglementaire peut également apparaître nécessaire du point de vue des salariés, surtout dans un contexte où la précarité croît.

Cette prise en compte s'explique également par le fait que le marché du travail n'est pas un marché comme les autres. Est-il besoin de rappeler que ce marché opère la rencontre entre des êtres humains.

Le salaire étant le principal moyen de subsistance de la plupart des gens, la régularité et la prévisibilité des revenus sont désirables. [...] De plus, cette sécurité (provenant de la rigidité) réduit la nécessité de l'épargne, encourage les dépenses, ce qui est favorable à la croissance.

On retrouve ici l'idée keynésienne selon laquelle la garantie d'un salaire régulier et correct favorise la consommation et donc la croissance et l'emploi.

C. Le coût du travail n'explique pas toujours le chômage (cf. doc 1)

Le document 1 nous invite à relativiser la relation entre le coût du travail et emploi. A priori, un coût du travail élevé serait défavorable à l'emploi, or, dans le cas du Danemark et de l'Allemagne qui présentent, en 2009, un coût du travail horaire dans l'industrie supérieur à celui de la France d'environ 20 %, la relation apparaît différente. En effet, ce coût du travail plus élevé ne semble pas pénaliser l'emploi en Allemagne puisque le taux de chômage est orienté à la baisse depuis deux ans se rapprochant des 6 % de la population active alors qu'en France nous naviguons dangereusement autour des 10 %.

Cela permet de rappeler que le coût du travail est également du pouvoir d'achat mais aussi des moyens pour l'État, à travers la protection sociale, de financer des projets, d'investir et de relancer la machine économique...

Conclusion

Les politiques économiques sont devenues particulièrement complexes à mettre en œuvre dans le cadre européen compte tenu de l'hétérogénéité des situations. Certains pays membres de l'UE ne font pas partie de l'euro à la différence d'autres (11/27 pays), certains disposent encore de marges de manœuvre budgétaires mais la plupart s'enfoncent inexorablement dans des dettes publiques abyssales entretenues par des déficits budgétaires mal ou non contrôlés.

Cette asymétrie de situations vient s'ajouter à une ambivalence concernant le choix des politiques économiques à entreprendre de la part des décideurs européens. Ces derniers oscillent entre une politique de la relance, dangereuse pour l'équilibre des finances publiques (choix plutôt retenu par François Hollande et Mario Monti) et une politique d'austérité (privilegiée par l'Allemagne), peu à même de relancer l'activité économique...